

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Iran

Analyse et réflexion

La guerre aura-t-elle lieu ?

N° 63 du 21.11.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à Part

L'Iran s'émancipe

1 Analyse & Réflexion

1-1 Alain Grech : La gauche et l'Iran.

1-2 Lahouari Addi : Le « harki du système » et la croisade contre l'Iran.

1-3 Viktor Nadeine-Raïevsky:Le problème de la sécurité dans le Caucase demeure une question cruciale pour la Russie.

1-4 Jeffrey Blankfort : Israël est la menace la plus immédiate au futur de notre planète.

1-5 Entretiens avec Fidel Castro: Les dangers d'une guerre nucléaire.

Tiré à Part

L'Iran s'émancipe

Depuis la révolution islamique de 1979 qui, rappelons-le, a détruit le principal bastion impérialiste du Moyen-Orient, le régime de Téhéran hante les nuits des dirigeants occidentaux.

Le cauchemar s'est d'abord installé à Washington, unique organisateur du coup d'Etat de 1953 qui installa la violente dictature du Shah et qui n'a jamais vraiment admis qu'une ambassade des Etats-Unis dans un pays étranger ait pu être occupée, son personnel séquestré (sans violence) et ses archives minutieusement analysées sans que, à un moment ou à un autre, la terrible vengeance d'un bombardement puis d'une agression sanglante et d'une invasion ne viennent régler son compte au régime honni pour avoir osé lever la main sur les serviteurs de l'Empire.

Pourtant, depuis 30 ans, la vengeance reste inassouvie.

Toutes les attaques indirectes, qu'elles fussent militaires ou civiles, ont échoué.

La première et la plus meurtrière fut la guerre Iran/ Irak. Déclenchée par Saddam Hussein qui se crut investi de la mission de confiance de liquider le nouveau régime iranien alors qu'il s'agissait, manœuvre machiavélique s'il en fut, d'épuiser les deux seuls membres de l'OPEP assez puissants pour contrebattre l'influence saoudienne « modératrice » (c'est-à-dire soumise aux Etats-Unis) dans l'organisation pétrolière.

Saddam Hussein, que la CIA avait aidé à assoir son régime en lui fournissant les listes des militants communistes qui avaient participé avec lui au renversement de la monarchie en 1978 et qu'il élimina avec soin, pensait, fatale erreur d'analyse, qu'il était un ami des Etats-Unis. Or l'Empire n'a pas d'amis, il n'a que des vassaux ou des

laquais.

La deuxième est permanente. Il s'agit de l'embargo économique dont le contenu se durcit sans cesse au fil des résolutions du Conseil de Sécurité mais qui, s'il a compliqué la tâche du pays, n'a pas produit l'appauvrissement attendu pas plus que les émeutes populaires qui auraient dû en être la conséquence et a été souvent tourné pas des firmes occidentales avides de marchés nouveaux.

La troisième est la politique d'encerclement poursuivie depuis 2001 dans le cadre de « La guerre contre le terrorisme ». L'Iran, on s'en souvient, a été classé par G.W. BUSH dans l'AXE DU MAL et s'est retrouvé flanqué à l'Est (Afghanistan) et à l'Ouest (Irak) d'armées US en campagne accompagnées de grandes quantités de mercenaires payés par le Pentagone et assistées de contingents de divers alliés membres de l'OTAN ou alignés comme l'Australie. Mais les Etats-Unis ne peuvent pas utiliser ces deux bases extérieures pour attaquer l'Iran puisqu'ils n'y maîtrisent pas la situation intérieure. Embourbés en Afghanistan, ils viennent d'être contraints d'accepter en Irak la constitution d'un gouvernement qui, vu sa constitution et ses appuis parlementaires, n'est certainement pas prêt à s'en prendre à son voisin iranien.

La quatrième est l'ingérence intérieure qui a pris diverses formes : subornation de Rafsandjani, essai de révolution de couleur au printemps 2010, soutien à la dissidence baloutche... mais qui n'a pas donné les résultats escomptés.

Ne restait plus que le prétexte de l'arme nucléaire iranienne permettant de brandir en permanence depuis 2007 la menace d'une attaque militaire d'envergure directe. Que l'exécutant soit l'armée sioniste ou l'armée US elle-même est un débat très secondaire : les bombardiers israéliens ne volent pas sans le GPS étasunien. Ceci n'a pas empêché l'Iran de poursuivre sa politique de nucléaire civil couronnée par la mise en service en août de la première centrale nucléaire de Bushehr fournie par la Russie.

L'Iran a donc bien résisté.

Mais le fait nouveau est qu'il est maintenant passé très sérieusement à la phase de la contre-attaque.

Son premier terrain d'intervention est le Proche-Orient, où son soutien officiel affirmé au Hezbollah libanais et au Hamas palestinien réduit très sérieusement la liberté d'action militaire d'Israël qui, profitant de la protection impériale et de l'impunité qu'elle lui assurait, avait pris depuis 1948 l'habitude d'intervenir militairement et en toutes occasions chez ses voisins.

Ce champ est en train de s'élargir considérablement. Axe du mal ou pas, l'Iran a renforcé ses relations diplomatiques et économiques avec des pays qui sont eux-mêmes en résistance aux ingérences étasuniennes (et souvent simultanément sionistes) Parmi eux : le Venezuela, la Bolivie, le Belarus, Cuba. Il développe également des relations avec le continent africain, comme en témoigne la récente visite du Ministre des Affaires Etrangères iranien au Burkina Faso, où il a été très bien accueilli par le plus fidèle agent de la FRANCAFRIQUE : Blaise Compaoré.

Mais le plus important est la création récente d'une aire d'influence régionale. L'Iran entretenait déjà de bonnes relations avec l'Arménie, pays qu'il approvisionne en gaz et avec qui il maintient une frontière ouverte permettant à celle-ci de ne pas se trouver étranglée par ses voisins turc et géorgien.

Surtout, l'Iran vient de signer des accords de coopération très importants avec deux de ses voisins du Nord : le Turkménistan et l'Ouzbékistan, qui vont permettre à ces deux pays enclavés, soucieux l'un et l'autre de ne pas dépendre de la seule Russie pour l'acheminement de leur commerce extérieur, d'utiliser le territoire iranien pour accéder à l'Océan Indien. Pour le Turkménistan en particulier, pays très peu peuplé mais qui dispose de réserves de gaz naturel parmi les plus importantes du monde, cette ouverture vers le Sud est un moyen d'échapper aux contraintes léonines que pouvait lui imposer GAZPROM pour exporter son gaz. Le Turkménistan et l'Ouzbékistan étaient déjà complices pour laisser le passage à un gazoduc alimentant la Chine qui a été ouvert cette année. Leur désenclavement se poursuit donc. De surcroît, les trois pays partagent un souci commun de sécurité : celui de combattre la déstabilisation et les multiples influences souterraines que peut engendrer l'immense trafic d'héroïne d'origine afghane.

Il est une autre question sur laquelle Turkménistan et Iran vont pouvoir coordonner leurs positions : celle du statut de la Caspienne. Jusqu'à la disparition de l'URSS, la situation était claire : la Caspienne n'avait que deux pays riverains : l'URSS et l'Iran, et le partage de la souveraineté sur cette mer s'était fait très simplement en tirant un trait droit entre les deux frontières terrestres (trait noir sur la carte ci-dessous).

Les riverains sont aujourd'hui au nombre de 5 : Azerbaïdjan, Russie, Kazakhstan, Turkménistan et Iran. Du point de vue du droit international, la Caspienne, mer fermée, doit être découpée comme un lac entre les riverains sans eaux internationales en son milieu.

Jusque là tout le monde s'entend : pas question de créer des eaux internationales pour y voir arriver tous les grands prédateurs transnationaux avides de gaz et de pétrole, deux ressources naturelles abondantes dans tout le bassin de la Caspienne. Pour la délimitation des zones de souveraineté nationale, l'Iran est depuis 1991 en désaccord avec la Russie et revendique une zone plus étendue que dans le partage précédant (pointillés blancs sur la carte ci-dessous). Une position commune ferme de l'Iran et du Turkménistan par rapport à la Russie risque fort d'être appuyée par le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan. Il faudra attendre les commentaires sur la réunion qui s'est tenue à ce sujet à Téhéran ces derniers jours mais il est manifeste que sur ce sujet, l'Iran a repris la main et que la Russie risque de payer cher et son ralliement (au mois de juin) aux nouvelles sanctions de l'ONU proposées

par les Etats-Unis et son refus (au mois d'août) de lui livrer les missiles S300 défensifs commandés.

Dernier succès iranien : un accord de coopération militaire signé en août avec le sultanat d'Oman. Le sultanat d'Oman comporte en fait deux territoires : une vaste zone semi-désertique sur la mer d'Arabie et un territoire plus petit mais plus accueillant et plus peuplé sur le golfe d'Oman et la rive Sud du détroit d'Ormuz. A eux deux, Oman et Iran contrôlent donc les deux rives d'un des détroits les plus stratégiques et les plus surveillés du monde en raison du flux pétrolier intense qui l'emprunte. Dans ces conditions, les gesticulations porte-avions des Etats-Unis (2 porte-avions) et de la France (1 porte-avions) dans le Golfe Persique (tout comme l'ouverture d'une base militaire française à Abou Dhabi) peuvent être désormais considérées comme autant d'aveux d'impuissance, d'autant plus que du côté des pays arabes riverains : Koweït, Qatar, Bahreïn, l'inquiétude est grande, même s'ils ne se fâchent pas ouvertement avec l'alliance US/ISRAEL, de voir le Golfe Persique transformé en champ de bataille au nom d'intérêts qui leur sont étrangers.

Retournant les menaces contre ceux qui les ont orchestrées, l'Iran est en train d'organiser un voisinage régional confiant et coopératif appelé à devenir un nouveau pôle du monde multipolaire en gestation sous nos yeux.

Emissions radio de COMAGUER sur RADIO GALERE

88.4 Mhz région marseillaise ou sur <http://www.radiogalere.org>

Chaque mardi de 15H à 16H Rediffusion Jeudi de 11h à 12h

Pour s'abonner au bulletin, écrire à comaguer@orange.fr

Source : [Comaguer](#)

25 novembre 2010

<http://www.michelcollon.info:80/L-Iran-s-emancipe.html>

1 Analyse & Réflexion

1-1 Alain Grech : La gauche et l'Iran.

Depuis la révolution iranienne de 1978-1979, sans doute le plus grand mouvement populaire du dernier quart du XXe siècle, la gauche occidentale s'est divisée sur l'appréciation qu'elle pouvait porter sur ces événements et sur le régime mis en place. Ce débat s'est évidemment intensifié avec l'arrivée de Mahmoud Ahmadinejad au pouvoir et encore davantage avec l'élection présidentielle contestée de juin 2009

(Lire Immanuel Wallerstein, « The World Left and the Iranian Elections », *Zcommunications*, 5 août 2009).

Parmi les points de désaccord à l'intérieur de la gauche, la place de la religion dans le mouvement politique. Souvent, au nom de l'anticléricalisme, elle rejette tout mouvement qui se réclame de la religion.

Mais n'est-ce pas aussi, au nom de la religion, qu'ont été menés bien des combats anticolonialistes (mais pas tous, que l'on pense à l'Indochine, par exemple) au cours des XIXe et XXe siècles ?

Et il est vrai aujourd'hui que, avec le recul des idées marxistes, nombre de combats intègrent une dimension religieuse. Que l'on songe à l'Amérique latine, au Brésil ou au Venezuela, avec des aspects parfois franchement réactionnaires, comme le refus du droit des femmes à l'avortement.

D'autre part, la dimension « anti-impérialiste » du combat mené par ces pays, de l'Iran au Venezuela – et qui est assumé par eux dans une alliance dont a témoigné la récente visite de Hugo Chavez en Iran – complique aussi le positionnement de la gauche radicale.

On peut noter que des mouvements comme le Hamas et le Hezbollah allient une vision assez libérale de l'économie avec une résistance déterminée à ce qu'une grande partie des populations du monde arabe dénonce comme les tentatives israélo-américaines de contrôler la région.

Un dilemme plus ou moins similaire s'est posé avec le régime de Saddam Hussein en Irak (la dimension religieuse en moins), bien qu'il ait abandonné, dès la fin des années 1970, la moindre prétention à la lutte anti-impérialiste. Une partie de la gauche radicale américaine (et des progressistes irakiens en exil) s'est ralliée à l'intervention américaine de 2003, au nom du renversement des dictatures.

Je verse à ce dossier la traduction d'un article de Fayazmanesh Sasan, professeur émérite d'économie à l'université California State, Fresno, paru sur le site Counterpunch, 22-24 octobre (« [The Left and Iranian Exiles](#) »). Il est l'auteur de [The United States and Iran : Sanctions, Wars and the Policy of Dual Containment](#) (Routledge, 2008).

« Il ya quelques jours j'ai reçu un courriel intitulé "CounterPunch publie de l'agitprop ouvertement CIA-israélienne contre l'Iran." »

L'e-mail faisait référence à un article paru récemment dans CounterPunch par une irano-américaine qui avait assisté à un dîner à New York organisé par le président Ahmadinejad pour des militants anti-guerre, pour la justice sociale et la paix, alors que M. Ahmadinejad était en visite aux Etats-Unis pour assister à l'Assemblée générale. L'auteur de l'article, qui soutient sans doute le "mouvement vert" en Iran, a été bouleversée par le fait que les activistes américains assistant au dîner n'ont pas contesté les violations des droits humains en Iran, et, au contraire pour la plupart, ont exprimé leur indignation devant la politique étrangère des Etats-Unis.

L'auteur de l'e-mail a trouvé l'article similaire à ceux que l'Iran publie pour dénoncer les propagandistes israélo-américains. Qu'un tel article ait été publié sur un site progressiste semblait l'inquiéter.

J'avais également reçu des commentaires similaires sur d'autres articles écrits par certains des partisans du mouvement vert iranien et publiés sur le site CounterPunch. Ces billets étaient apparemment destinés à m'avertir que comme un contributeur de longue date de CounterPunch et un critique de "l'USrael" – un terme que certains croient à tort que j'ai inventé – je suis resté silencieux devant ces articles de certains partisans du mouvement vert en Iran.

(...) A la suite de l'élection présidentielle controversée de 2009, j'ai exprimé mon avis sans détour sur la nature complexe du gouvernement iranien et les problèmes auxquels font face les progressistes américains lorsqu'ils traitent de cette complexité. Ces points de vue m'ont rendu persona non grata dans les médias en Iran. (...)

Dans un autre article dans CounterPunch, j'ai également mis en garde certains partisans du mouvement vert au sujet de leur liaison dangereuse avec les opposants pro-américains et israéliens au gouvernement iranien. Cet avertissement m'a valu de nombreux témoignages de reconnaissance de lecteurs de CounterPunch, notamment de nombreux Iraniens progressistes. Mais il a aussi suscité des grognements de certains exilés iraniens qui, souvent, essaient de dépeindre toute critique de leurs opinions politiques comme un "soutien au régime iranien."

Entre autres choses, j'ai été accusé d'être indifférent aux violations des droits humains en Iran. On m'a aussi dit que je n'étais pas suffisamment informé, ignorant le fait que tel ou tel individu était mort ou avait perdu la vue sous la torture dans la célèbre prison d'Evine. Je n'ai pas répondu à toutes ces idioties. Si je l'avais fait, j'aurais certainement rappelé à ces critiques la déclaration de Martin Luther King que les Etats-Unis sont "le plus grand pourvoyeur de violence dans le monde d'aujourd'hui". La déclaration était vraie à l'époque de King et elle continue à l'être de nos jours. Alors pourquoi ignorer le grand pourvoyeur de violence et violateur des droits humains et se concentrer sur l'adversaire chétif ? Pire, pourquoi faire appel au premier contre le second ? (...)

La réaction des exilés iraniens verts était emblématique de leur politique et de leur tactique. Ces exilés sont aussi satisfaits d'eux-mêmes que les "principalists" qu'ils abhorrent ("principalist" est un terme utilisé pour désigner les différentes factions iraniennes qui sont opposés aux réformistes et au mouvement vert). Ces exilés sont aussi intolérants à d'autres vues que leurs homologues tyranniques en Iran sont dédaigneux de la voix de la dissidence. »

Chaque progressiste américain qui choisit de se concentrer sur la critique de la ligne politique israélo-américaine envers l'Iran, par opposition à la question des droits humains, est dénoncé par ces exilés, comme un fou gauchiste ou un ignorant des subtilités internes de l'Iran. Et ceci en dépit du fait que ces Américains montrent souvent, à travers leurs analyses approfondies, une meilleure connaissance de l'Iran que ces exilés qui écrivent de longs essais rhétoriques. Ainsi, tandis que le mouvement vert exilé est obsédé par "l'élection volée" de 2009, il faut surtout compter sur des observateurs non-iraniens pour analyser les derniers rapports de l'AIEA, les dernières sanctions américaines et résolutions de l'ONU, le rôle des groupes de lobbying israéliens dans la formulation de ces résolutions, l'effet de ces sanctions sur l'économie iranienne, etc. (...)

Visitez n'importe quel site web Internet iranien vert et tout ce que vous y trouvez est la critique du régime actuel. C'est comme si tous les troubles en Iran étaient causés par le pouvoir et que tous les problèmes disparaîtraient s'il y avait un changement de régime en faveur des Verts.

Les accusations absurdes se sont tellement intensifiées que le site web vert le plus populaire, et le principal porte-parole du mouvement vert en Iran, a déclaré le 2 octobre 2010, que la crise financière récente en Iran et les fluctuations monétaires étaient le fait du gouvernement lui-même ! Sous le titre "La continuation de la crise des devises et de l'or : le bénéfice du gouvernement dans l'accroissement des échanges", le site fait valoir que le gouvernement iranien a créé la crise et bénéficié de la dévaluation du rial parce que le gouvernement calcule ses dépenses en rial et ses revenus en dollars. Si ce site ne faisait pas une telle fixation sur la question du changement de régime, et s'il avait une seule personne à son comité de rédaction avec une certaine connaissance élémentaire de l'économie, de telles absurdités n'auraient pas été publiées.

Inutile de dire que la crise financière récente en Iran, comme la plupart des crises de ce type ailleurs, a été le résultat de l'incertitude, d'une peur intense, et de la spéculation sur le marché des devises. Et la peur et l'incertitude ont été largement causées par l'effet cumulatif de sanctions qui étouffent l'économie iranienne et provoquent de la douleur et la souffrance de masse.

L'obsession du mouvement vert iranien avec "l'élection volée", comme je le craignais, a poussé ces exilés à se rapprocher de la politique "USraelienne". Certains groupes de pression nationalistes iraniens qui durant l'administration Bush s'étaient opposés à l'adoption de sanctions supplémentaires contre l'Iran ont récemment activement poussé l'administration Obama à sanctionner le gouvernement iranien et le corps des pasdarans, comme si de telles sanctions n'existaient pas déjà et comme si une telle intensification n'était pas orchestrées par les groupes de lobbying israéliens et leurs représentants dans le gouvernement des Etats-Unis. Les exilés, bien sûr, ont vu leur souhait satisfait et plus de sanctions ont été adoptées.

Le 29 Septembre 2010, le président Obama a signé un ordre exécutif qui a imposé des sanctions sur les huit fonctionnaires iraniens "considérés comme responsables ou complices de violations graves des droits humains".

Bien sûr, une fois de plus, le cerveau derrière cette décision de l'exécutif n'était autre que le suspect habituel, le néo-conservateur Stuart Levey, sous-secrétaire pour le terrorisme et le renseignement financier du département du Trésor. Lors d'une cérémonie annonçant les sanctions, M. Levey a été félicité par les secrétaires Geithner et Clinton pour "la conception de ces actions financières significatives".

Quelques jours plus tard, les médias "principalist" en Iran ont utilisé le fait que certains exilés verts avaient remercié l'administration Obama pour avoir imposé une nouvelle série de sanctions.

Une de ces médias, a exploité le titre d'une émission Radio Free Europe / Radio Liberty : "Merci M. le président Obama, pour vos sanctions concernant les droits humains." L'article visait l'activiste et lauréate du prix Nobel Shirin Ebadi se félicitant des sanctions. Dans un entretien avec le service persan de Deutsche Welle elle a affirmé que les sanctions marquent un "tournant" non seulement pour l'Iran, mais pour "l'histoire des droits humains".

La même Radio Free Europe/Radio Liberty a publié plus récemment un autre article à l'occasion du voyage de M. Ahmadinejad au Liban intitulé : "Les intellectuels iraniens au peuple libanais : 'Ahmadinejad ne mérite pas votre

confiance’.” L’article indiquait qu’un groupe d’environ trente journalistes iraniens, intellectuels et universitaires en poste aux Etats-Unis, au Canada et en Europe avaient dit dans une lettre ouverte adressée au peuple du Liban qu’il ne devrait pas se laisser berné par le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, qu’ils accusent d’être bon à rien. La lettre, clairement inspirée par le mouvement vert comme le montrent sa référence élogieuse à la visite du président Mohammad Khatami au Liban en 2003 et la condamnation de “l’élection volée” en Iran, qualifie la politique d’Ahmadinejad de “dangereuse” et responsable des sanctions généralisées contre l’Iran et des risques d’une guerre potentielle. Elle mentionne également l’appui Ahmadinejad pour un “certain groupe” au Liban, qui est à l’origine de tensions dans ce pays (clairement il visait le Hezbollah libanais). La lettre ci-dessus n’est pas vraiment sincère lorsqu’elle affirme que la politique d’Ahmadinejad est responsable des sanctions. Les intellectuels et les universitaires iraniens savent sûrement que l’Iran a fait l’objet de nombreuses sanctions depuis plus de trente ans. Ils savent aussi que l’une des sanctions les plus oppressives, à savoir, la Iran-Libya Sanctions Act, a été imposé à l’Iran en 1996, sous la présidence de Mohammad Khatami, l’un des principaux leaders du mouvement vert. La lettre n’est pas non plus sincère lorsqu’elle assure que la tension au Liban est provoquée par Ahmadinejad et le Hezbollah, et non par Israël et ses alliés traditionnels au Liban. Etant donné la popularité que le Hezbollah doit à sa résistance héroïque et à ses batailles contre Israël, il est difficile d’imaginer qu’une lettre d’opposition au Hezbollah rendrait le mouvement vert iranien beaucoup plus populaire au Liban.

« Ce compte-rendu partiel de la politique et des tactiques employées par certains partisans du mouvement vert en exil explique pourquoi de nombreux progressistes américains se méfient de ce mouvement et de son avenir. Ils se souviennent du fait que des exilés irakiens progressistes, face à un gouvernement despotique, sont devenus de plus en plus réactionnaires. Ils se souviennent du fait que la question des droits humains est devenue un des prétextes pour provoquer un changement de régime en Irak. Ils se souviennent du fait que dans le processus qui a pavé la voie à l’invasion de l’Irak, les exilés irakiens, dont certains progressistes, sont devenus d’utiles outils (aux mains des néoconservateurs). Ils se souviennent aussi que la dévastation de l’Irak, des millions de morts et de déplacés et une économie en ruine, ont été le prix de l’établissement d’un gouvernement ami des Etats-Unis qui ne soutient plus le mouvement de résistance contre Israël.

C’est pourquoi un certain nombre de lecteurs de CounterPunch semblent préoccupés par certains articles publiés sur ce site progressiste par les exilés iraniens. Mais ces lecteurs ne doivent pas oublier que CounterPunch a également publié de nombreux articles qui critiquent les Iraniens qui appuient les “USraéliens”. Ils doivent aussi se rappeler que la situation en Iran est complexe et qu’il est légitime de se préoccuper de l’actuelle intolérance du gouvernement iranien à l’égard de toute voix dissidente, même sincère et indépendante.

Dans cette situation complexe, séparer le bon grain de l’ivraie, établir la différence entre les préoccupations légitimes et les prétentions exagérées, distinguer les analystes sincères des opportunistes politiques, et reconnaître la différence entre les nationalistes étroits et les internationalistes qui ne se rallieront pas à la politique américaine et israélienne, pourrait devenir extrêmement difficile. C’est pourquoi je n’envie pas le travail de ceux qui siègent au comité de rédaction des médias progressistes comme CounterPunch. Ils sont confrontés à des choix difficiles. »

Alain Grech :

4 novembre 2010

source : <http://blog.mondediplo.net/2010-10-...>

<http://www.michelcollon.info:80/La-gauche-et-l-Iran,2771.html>

1-2 Lahouari Addi : Le « harki du système » et la croisade contre l'Iran.

Dans une interview publiée le 18 octobre 2010 par Le Quotidien d’Oran, Sid Ahmed Ghazali a assumé son geste de condamnation de la présence du président iranien au siège de l’Onu.

Il avait personnellement écrit au maire de New York pour lui demander de refouler Ahmadinejad à son arrivée à New York. Qu’un ancien Premier ministre algérien s’associe à la croisade de l’Occident contre l’Iran sous prétexte que le régime iranien n’est pas démocratique est pour le moins surprenant.

Compte tenu du déficit démocratique de nombreux pays arabes, Ghazali risque d’écrire à tous les maires des capitales occidentales de ne pas recevoir des chefs d’Etat arabes en visite officielle.

L’incohérence du « harki du système »

Les journalistes K. Sélim et K. Daoud du Quotidien d’Oran ont relevé l’incohérence et l’absurdité d’une telle démarche en faisant remarquer qu’il n’y a pas qu’en Iran où les droits de l’Homme sont violés. L’Égypte, l’Arabie saoudite et même l’Algérie sont souvent citées dans des rapports d’ONG de droits de l’Homme sans que Ghazali ne s’en indigne outre mesure. Le dernier rapport de Reporters sans frontières place les pays arabes parmi les derniers dans le monde en matière de liberté d’expression. L’Algérie occupe la position peu enviable de 133e sur 178 pays. A cette objection, l’intéressé répond que le pouvoir iranien a tué 30 000 opposants.

C’est exact et cela s’est passé durant une période de violence au début des années 1980. Sid Ahmed Ghazali oublie que le conflit en Algérie des années 1990 a fait 200 000 morts pour une population deux fois moindre. Il peut encore arguer que les terroristes islamistes ont tué une partie de ces 200 000 personnes, mais peut-il chiffrer le nombre de celles tuées par les services de sécurité ?

Le plus grave, c’est qu’il porte une responsabilité personnelle devant l’histoire puisqu’il a, en tant que chef formel de l’exécutif, annulé les élections de décembre 1991, annulation qui a provoqué la tragédie nationale qui a ruiné le pays. Qu’il le veuille ou non, Ghazali a été le chef du gouvernement qui a fait avorter la transition démocratique commencée après Octobre 1988 au prix de dizaine de milliers de morts.

Quand on porte une telle responsabilité, la moindre des choses, c’est de se faire oublier et ne pas verser des larmes de crocodile sur les victimes d’Iran ou d’ailleurs. En janvier 1992, il n’a même pas eu la dignité de démissionner comme Chadli Bendjedid qui, pourtant, n’a pas étudié comme lui à l’Ecole polytechnique de Lausanne. Aujourd’hui, pour se déculpabiliser,

il affirme qu'il a été « le harki du système » et qu'il n'a fait qu'obéir à « l'armée politique ». Il ne se rend pas compte que sa responsabilité est pleine et entière. Car cette « armée politique » avait besoin de perspectives, de projet, d'orientations qu'il a été incapable de lui fournir. Le coup d'Etat de janvier 1992 n'est pas une fatalité et il aurait pu être évité en amont et en aval des élections.

Machiavel disait qu'un homme politique doit avoir la fortuna (l'opportunité) et la vertu (les capacités). Ghozali a rencontré la première et il ne l'a pas exploitée parce qu'il n'a pas la deuxième. Il a été de tous les gouvernements depuis l'indépendance, ayant occupé les postes les plus prestigieux de l'Etat sans avoir eu la capacité de s'affirmer autour de ses collaborateurs ou d'avoir un crédit ou une base sociale dans le pays. Aujourd'hui, il rue dans les brancards et donne des coups à l'ancien employeur dès lors qu'il a été écarté.

A quoi pouvait s'attendre l'employeur qui a toujours prisé les civils apolitiques, incompetents et sans convictions ? La leçon sera-t-elle retenue pour opérer une véritable rupture ? L'expression « harki du système » est lourde de sens et confirme ce que le discours politique officiel a toujours nié : l'existence d'une bipolarité au sommet de l'Etat où cohabitent un pouvoir formel (président et gouvernement) qui n'a pas l'autorité politique pour diriger le pays et un pouvoir réel (ce que S.A.G. appelle « l'armée politique »), source de légitimité, en contradiction avec la constitution et en décalage avec les institutions. C'est là qu'il faut chercher la cause profonde de la crise politique qui empêche l'Etat et les institutions d'être représentatifs et de véhiculer les demandes sociales de la population.

Mais Sid-Ahmed Ghozali n'apporte pas sa contribution pour sortir de la crise, ni pour dépasser cette contradiction héritée du mouvement national. Il exprime un dépit, une insatisfaction de quelqu'un qui estime avoir été écarté injustement et qui se venge en divulguant « un secret ». On n'est pas dans la politique, on est plutôt dans l'incohérence et les contradictions d'un serviteur zélé apolitique d'un ordre politique anachronique qui n'a pas compris les ressorts de la conflictualité mondiale, alors qu'il a été ministre des Affaires étrangères et ambassadeur.

Les enjeux de la croisade occidentale contre l'Iran

Sid-Ahmed Ghozali n'est pas un homme politique et il l'a encore montré en envoyant cette lettre au maire de New York qui l'a aussitôt mise à la corbeille. Cette lettre n'est pas une erreur, c'est une faute lourde de la part d'un ancien responsable algérien, compte tenu de la nature du conflit qui oppose l'Iran à l'Occident.

La croisade contre l'Iran n'a pas pour enjeu les droits de l'Homme mais le rapport de force entre Israël et les Palestiniens. Il faut consulter les médias occidentaux pour s'apercevoir comment l'opinion publique est conditionnée en présentant l'Iran comme un régime du Moyen-Âge, comme si les alliés saoudien et égyptien étaient des modèles de démocratie.

Le nucléaire iranien est devenu l'obsession de l'Occident qui s'identifie à la droite israélienne. Au lieu de faire pression sur l'Etat hébreu pour conclure la paix avec les Palestiniens, l'Occident désigne l'Iran comme l'ennemi irréductible qui menace la sécurité de la région. Mais l'enjeu véritable n'est pas la sécurité d'Israël puisque l'Iran n'osera jamais attaquer Israël avec une arme nucléaire sachant que les représailles seront telles que des millions d'Iraniens périraient et que le régime disparaîtrait. Et les Iraniens savent aussi qu'une telle attaque nucléaire de leur part frapperait aussi durement les Palestiniens et porterait des dommages irrémédiables à la Jordanie, la Syrie et l'Égypte. L'exiguïté de la région et l'absence de profondeur stratégique interdisent l'emploi du nucléaire en cas de conflit.

Ce qui n'exclut pas que la possession de l'arme atomique modifie les rapports de force et donne à la diplomatie des tons plus agressifs.

Comment alors expliquer l'hostilité, pour ne pas dire plus, de l'Occident à l'endroit de l'Iran ?

Ce que l'Occident ne pardonne pas à ce pays, c'est d'avoir remplacé l'Égypte de Nasser, dans son opposition à Israël. Au moment où l'Occident a mis à genoux le nationalisme arabe, certes seulement verbalement révolutionnaire, au moment où Sadate signait le traité de la honte avec Israël en contrepartie de quelques millions de dollars, Khomeini prend le pouvoir à Téhéran, rompt les relations diplomatiques avec Israël, invite Yasser Arafat et proclame son désir de libérer Jérusalem. L'Iran des ayatollahs venait de ruiner le rêve d'une installation irréversible d'Israël dans la région.

Dans les années 1950, Nasser était assimilé à Hitler et était accusé de vouloir perpétrer un génocide contre les survivants des camps d'extermination nazis. Le même discours est aujourd'hui mobilisé contre Ahmadinejad présenté comme antisémite alors que le Parlement iranien est le seul dans le monde musulman où siègent deux députés iraniens de confession juive.

L'Occident soutient et défend Israël pour deux raisons. La première est liée à la mauvaise conscience de son passé anti-sémite qui a mené droit aux crimes contre l'humanité perpétrés par l'Allemagne nazie contre des millions de juifs européens.

L'innommable injustice contre ces derniers a été réparée en 1948 par l'injustice contre les Palestiniens qui payent pour des crimes qu'ils n'ont pas commis.

La deuxième raison est que la création d'Israël est la contrepartie de la décolonisation du monde arabe. Il ne faut pas oublier que les droites occidentales n'ont accepté la décolonisation que du bout des lèvres. Le discours irréel sur les aspects positifs de la colonisation, traduit en lois votées en 2005 au Parlement français, en est une illustration. Israël est la continuité du fantasme colonial que les droites occidentales n'ont pas abandonné, et il est faux de croire que le conflit du Moyen-Orient est dû au supposé antisémitisme des musulmans. Ce conflit est plutôt l'expression d'un différend et d'un lourd contentieux entre les droites occidentales et les peuples des anciennes colonies.

L'armée israélienne utilise contre les Palestiniens des avions et des chars payés par les contribuables américains et européens, ce qui indique le degré d'implication de l'Occident dans ce conflit. En dehors des Palestiniens, les musulmans vivent l'occupation de la Palestine comme une colonisation symbolique. Comme l'a fait remarquer Pierre Vidal-Naquet, Israël est un Etat colonial créé quand a commencé la décolonisation. Par conséquent, le conflit israélo-palestinien oppose l'Occident aux peuples du Tiers- Monde, et c'est ce qu'ont compris de nombreux dirigeants d'Amérique latine qui apportent leur soutien aux Palestiniens et aux Iraniens.

Le nucléaire iranien bouleverse la géopolitique de la région

La campagne contre l'Iran, à laquelle s'est associé l'homme au papillon, a pour objectif de maintenir la supériorité géopolitique d'Israël dans la région, supériorité remise en cause par la volonté de l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire. Cette

dernière gêne Israël sur le plan démographique et militaire, deux éléments vitaux pour son existence. A l'exception de Hiroshima et Nagasaki, l'arme nucléaire n'a jamais été utilisée et il est probable qu'elle ne le sera pas, et c'est tant mieux. Les pertes humaines sont toujours à déplorer, y compris celles de civils israéliens. Il n'empêche que la bombe atomique installe un climat de terreur parmi les populations, ce qui dissuaderait de nombreux juifs d'Europe et d'Amérique à venir s'installer sur les terres des Palestiniens et poussera peut-être ceux déjà installés à repartir vers leurs pays d'origine. Compte tenu de la croissance démographique desdits Arabes israéliens et des Palestiniens des Territoires, l'avenir d'Israël comme Etat exclusivement juif serait compromis. Il risque de s'éteindre démographiquement. L'autre raison pour laquelle Israël n'accepte pas le nucléaire iranien est que son armée ne servira plus à rien dans une situation de « guerre improbable, paix impossible » pour reprendre la formule de Raymond Aron utilisée dans le cadre de la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS. L'arme nucléaire a empêché la troisième guerre mondiale, ce qui a amoindri le facteur militaire dans la géopolitique mondiale.

Or, Israël assure sa survie en faisant une guerre aux Palestiniens et à ses voisins tous les dix ans.

Lui enlever l'usage de la guerre classique, c'est donner un avantage politique à ses adversaires qui profiteront de la couverture diplomatique du nucléaire iranien pour lui imposer des compromis qui atténueront le caractère juif de l'Etat israélien et qui l'amèneront à accepter le scénario sud-africain, ce qui est un cauchemar pour les sionistes extrémistes et racistes soutenus par les droites occidentales qui tiennent encore à leur fantasme colonial anachronique.

Par conséquent, la croisade contre l'Iran menée par Washington, Paris, Londres et Berlin n'a pas pour enjeu les droits de l'Homme en Iran, ni la sécurité d'Israël. Elle a pour finalité la supériorité de ce pays dont les gouvernants continuent de nier aux Palestiniens le droit à un Etat. Quand un ancien Premier ministre algérien s'associe à cette croisade, cela signifie que le personnel politique algérien a renoncé aux valeurs de Novembre 54, qu'il s'allie aux nostalgiques de l'Algérie française et ne croit plus à la solidarité avec les peuples opprimés. Autrement, comment expliquer qu'il n'y a pas eu de réaction officielle ni du pouvoir ni de ses partis.

Article publié avec l'accord de l'auteur

[Le Soir d'Algérie](#)

Note de la rédaction : L'expression « harkis du système » a été utilisée par Sid Ahmed Ghazali lui-même dans un entretien accordé au Quotidien d'Oran le 18 octobre 2010 dans lequel il affirmait : « *Je n'ai jamais fait partie du système, (...) Il faut parler de système dans le système et identifier celui et ceux qui prennent la décision. Moi et d'autres, nous n'avons jamais pris la décision. Quelque part, je le dis aujourd'hui, nous avons été les « harkis du système ».*

Lahouari Addi

Samedi 6 novembre 2010

Source : Oumma.com

Publié le 8 novembre 2010 avec l'aimable autorisation d'Oumma.com

[http://www.oumma.com/..](http://www.oumma.com/)

1-3 Viktor Nadeine-Raïevsky:Le problème de la sécurité dans le Caucase demeure une question cruciale pour la Russie.

Interview accordée par Viktor Nadeine-Raïevsky à RIA Novosti

- Quels intérêts géopolitiques la Russie poursuit-elle dans le Caucase du Sud?

- Le problème de la sécurité dans le Caucase demeure une question cruciale pour la Russie. Pour cette raison, nous sommes prudents en ce qui concerne le Haut-Karabakh et tentons de laisser cette question aux parties, sans rien dicter à qui que ce soit.

Bien sûr, nous sommes intéressés par une coopération internationale équitable et équilibrée, et par la préservation de l'équilibre actuel des acteurs extérieurs car tout déséquilibre pourrait conduire à des conséquences imprévisibles. Personne ne souhaite une nouvelle guerre, du moins c'est le cas de la Russie.

- Qui pourrait être intéressé par la déstabilisation de cette région?

- Il ne peut s'agir que de forces avides de renforcer leurs propres positions et d'affaiblir celles des principales puissances régionales, en premier lieu de la Russie. Je ne peux pas accuser directement un gouvernement occidental quelconque, mais il semblerait que, à en juger par le comportement de certains acteurs étrangers, leur politique soit destinée à créer un déséquilibre, du moins dans le cas de la Géorgie. Les mêmes tentatives pourraient se rapporter à l'Azerbaïdjan. Apparemment, les bombes informationnelles dangereuses et insidieuses selon lesquelles Bakou s'apprêterait à fournir des bases aux américains, y compris pour mener des actions contre l'Iran, n'ont pas été lancées par hasard. L'Azerbaïdjan réfute catégoriquement toute action ou même tentative d'action armée contre l'Iran. C'est une position correcte car la situation pourrait devenir réellement incontrôlable.

-Comment évaluez-vous les actions de deux autres acteurs cruciaux de la région, l'Iran et la Turquie?

-Dernièrement, on note une activité accrue de ces deux pays qui se déroule de manière distincte. Si auparavant il était possible d'envisager la politique turque comme un prolongement de la lame de l'OTAN en Méditerranée orientale, aujourd'hui la donne a changé. La politique de la Turquie vise depuis

longtemps les intérêts nationaux du pays. L'Occident n'y est pas encore habitué et pour cette raison, il condamne certaines démarches de la Turquie.

Parfois, cela va même jusqu'à insinuer l'existence d'une alliance russo-turque mais ce ne sont, bien sûr, que des bavardages. Evidemment, il n'est aucunement question d'une union stratégique militaire quelconque. Ces pays ont des intérêts et des objectifs différents. Néanmoins, des axes communs de coopération existent et l'un d'eux concerne la stabilisation du Caucase.

Quant aux relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, ces deux pays avaient signé un accord avant la visite de Medvedev à Erevan, ce qui a constitué un événement stratégique de premier ordre. Bien sûr, on dit que la Turquie adopte une position strictement pro-azerbaïdjanaise dans plusieurs domaines, ce qui concerne avant tout le Karabakh, mais toutefois, il faut noter à l'honneur du gouvernement turc que ce dernier exclut les extrêmes et agit dans les limites du réel.

La Turquie est un acteur influent dans la région déterminé à tirer des dividendes considérables de sa politique active. La Turquie tente de devenir une sorte de plaque énergétique tournante, en d'autres termes un carrefour de transit des ressources énergétiques à destination de l'ouest, du centre, de sud et même du nord de l'Europe. Certains projets sont déjà mis en œuvre, par exemple, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan.

Dans ce contexte, l'Iran joue un rôle important car il fournit du gaz à la Turquie. Mais cela ne réussit pas toujours car les sabotages sont fréquents. De plus, la Turquie est particulièrement intéressée par une participation au développement de l'Iran. Beaucoup d'argent turc y est investi malgré les reproches, voire même des menaces de la part des États-Unis qui ont introduit des sanctions importantes sur les investissements en Iran.

Auparavant on ne pouvait pas investir plus de 20 millions de dollars dans les projets énergétiques en Iran, et désormais les restrictions sont plus importantes. L'Europe occidentale s'est jointe à ses sanctions. On nous affirme que ces sanctions ne sont pas dirigées contre le bien-être du peuple iranien. Mais en évaluant la situation objectivement, il est clair que ce sont des paroles en l'air. Les sanctions, bien entendu, ont un effet destructeur car il est évident qu'en instaurant des restrictions sur l'importation de carburant en Iran, l'Occident prend des mesures qui ont des répercussions considérables sur la vie quotidienne des Iraniens.

L'Iran ne dispose pas de suffisamment de raffineries de pétrole et importe la majeure partie de carburant étranger. Les compagnies turques, ainsi que russes, ont ignoré l'interdiction et continuent leur commerce avec les Iraniens. Malgré son adhésion à l'OTAN, la Turquie ne s'est pas jointe aux sanctions. Au contraire, elle améliore ses relations avec Téhéran et maintient un contact permanent. Cependant, les extrapolations de l'Occident concernant une soi-disant alliance entre l'Iran et la Turquie, une sorte de solidarité islamique, sont infondées. Les courants islamiques de ces pays sont différents, ce sont des chiites et des sunnites.

Le chiisme est impopulaire en Turquie dont 8% de la population est pourtant chiite. Par conséquent, parler d'une union sur une base islamique n'est pas sérieux. Mais en ce qui concerne les intérêts économiques, c'est en effet un facteur important. Et la Turquie est prête à devenir une plateforme pour le transfert du gaz et du pétrole iranien, bien qu'il y ait encore beaucoup de choses à accomplir dans ce sens.

Concernant les intérêts de l'Iran dans le Caucase, les Iraniens ont à maintes reprises proposé leurs services pour la régularisation du conflit du Karabakh. Ils étaient prêts à jouer un rôle de médiateur dans cette région. L'Iran mène une politique prudente et amicale envers l'Arménie, ce qui n'est pas une surprise en raison des bonnes relations entre l'Iran et l'Azerbaïdjan. De plus, l'Iran fait du commerce avec l'Arménie, livre du gaz, et participe conjointement avec la compagnie des chemins de fer russes à la construction des voies ferrées dans ce pays.

*Viktor Nadeine-Raïevsky, expert de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales.
Propos recueillis par Samir Chakhbaz*

1-4 Jeffrey Blankfort : Israël est la menace la plus immédiate au futur de notre planète.

Jeffrey Blankfort est américain. Il est photographe, producteur d'émission de radio et analyste du Moyen Orient. C'est un militant pro-palestinien connu et ses articles ont été publiés dans beaucoup d'organes d'information progressistes.

Il offre des émissions sur KZYY à Mendocino et KPOO à San Francisco. Auparavant Blackford a été le directeur de publication du Middle East Labor Bulletin et co-fondateur du Labor Committee of the Middle East. En février 2002, il a gagné un procès contre l'organisation sioniste Anti-Defamation League (ADL) qui avait espionné des citoyens américains qui critiquaient Israël et sa politique d'expansion.

Jeffrey a accepté de me donner une interview exclusive portant sur l'influence du lobby israélien sur les décideurs du gouvernement américain, le programme nucléaire illégal et secret d'Israël, le conflit Israélo-palestinien et la menace d'une attaque imminente d'Israël contre les installations nucléaires de l'Iran.

Blankford ne craint pas de critiquer clairement le régime d'apartheid israélien et il croit qu'Israël est la menace la plus immédiate à l'avenir de la planète.

Kourosh Ziabari

Kourosh Ziabari : Dans votre article : "Le lobby israélien et la gauche : des questions difficiles" vous explorez de manière approfondie la domination du lobby israélien sur l'administration américaine et vous citez des exemples convaincants de l'influence de riches sionistes sur les multinationales et sur les médias de la pensée dominante en Amérique. Ma question est la suivante : Quelle est la source de l'immense pouvoir et de l'immense richesse que les sionistes détiennent ? Comment les Juifs ont-ils pu développer un pouvoir d'influence et des capacités financières telles qu'ils sont désormais capables de cadrer, changer et modifier les composantes de la politique des USA ?

Jeffrey Blankford : Cette question nécessiterait une réponse élaborée. Mais on peut dire qu'un segment important et bien organisé de la communauté juive s'est consacré, après la seconde guerre mondiale, à l'établissement et à la prospérité d'un état juif dans la Palestine historique dans lequel la vie et la subsistance des Palestiniens arabes autochtones n'avait aucune valeur.

Le fait que ce groupe ne représentait pas - et n'a jamais représenté - la majorité des Juifs américains a été largement compensé par l'ardeur de son militantisme au profit d'Israël dans tous les secteurs importants de la société américaine et à tous les niveaux de la vie politique de la nation. Son succès n'aurait pas été possible, cependant s'il n'y avait pas eu dans ses rangs un nombre important de riches hommes d'affaires juifs désireux de contribuer financièrement à acheter le soutien du Congrès américain ainsi que celui de pratiquement tout le corps législatif ou à intimider et faire taire les éventuels critiques d'Israël.

Bien avant la naissance des premiers sionistes, des banquiers et des capitalistes juifs s'étaient établis en Europe et aux USA, de sorte qu'il n'est pas surprenant que certains d'entre eux, à commencer par Lord Rothchild au début du siècle dernier, aient soutenu le projet sioniste. Aujourd'hui ils forment de loin le plus important groupe de donateurs privés des deux partis politiques.

Les médias, comme on peut s'y attendre, ont été une de leurs premières cibles, et on peut hélas constater chaque jour que des supporters avoués d'Israël qui ne sont pas nécessairement juifs, comme Rupert Murdoch, les contrôlent maintenant complètement.

Il n'y a aucun doute que le réseau de soutien d'Israël, qu'on appelle par euphémisme "lobby" a influencé de manière significative l'ensemble de la politique des USA au Moyen-Orient et a été un facteur déterminant de la gestion du conflit israélo-palestinien, cependant sa puissance a des limites. Certes, grâce à ses contacts à la Maison Blanche et au Pentagone, il a réussi à entraîner les USA dans la guerre d'Iraq, mais il n'est pas encore arrivé à convaincre Washington de bombarder l'Iran ni à obtenir le feu vert des USA pour bombarder les installations nucléaires iraniennes. Il est clair qu'il y a des éléments importants du Pentagone et des services secrets qui sont conscients qu'une attaque de l'Iran par les USA ou Israël provoquerait presque certainement une catastrophe globale.

KZ : Dans votre article vous faites allusion aux conflits et luttes entre Israël et l'Administration américaine des dernières dizaines d'années au cours desquelles les Présidents des USA, Richard Nixon en tête, ont essayé de contenir la politique d'expansion d'Israël et d'améliorer les conditions de vie des Palestiniens opprimés. En admettant que l'Administration ait vraiment tenté d'œuvrer dans ce sens tout en réitérant sans cesse son engagement à garantir la sécurité d'Israël, pourquoi alors ses efforts ont-ils échoué ?

JB : Aucun Président américain, j'en ai peur, ne s'est soucié des conditions de vie du peuple palestinien. Arrêter l'expansion d'Israël et obtenir que Tel Aviv se retire de tous les territoires qu'il avait conquis en 1967 était pour les Américains une mesure d'intérêt national.

Tous les efforts précédents ont échoué parce qu'aucun président n'a voulu payer le prix politique intérieur nécessaire pour forcer Israël à se retirer des territoires occupés d'autant plus qu'ils savaient que leurs efforts seraient contrecarrés par l'écrasante majorité des deux chambres du Congrès quelle que soit leur affiliation politique de même que par les médias qui sont aux mains des sionistes.

Le seul qui ait fait un effort sérieux dans ce sens et qui ait osé affronter le réseau sioniste et le Congrès a été Georges Bush Senior quand il a refusé de satisfaire la demande d'Israël de 10 milliards de prêts garantis en 1991 et de nouveau en 1992 mais même lui dut finalement céder.

KZ : Les Israéliens ont l'habitude de qualifier d'antisémites pour les diffamer et les vilipender ceux qui osent critiquer leur politique et leurs actes belliqueux et agressifs. Ils accusent tous ceux qui les critiquent d'être antisémites. Cela inquiète les faiseurs d'opinion et les politiciens et les décourage de parler d'Israël en termes négatifs. Y a-t-il un moyen de faire prendre conscience au public que l'étiquette antisémite n'est pas rédhibitoire* et que critiquer Israël n'est pas de l'antisémitisme ?

JB : Les allégations "d'antisémitisme" brandies contre ceux qui critiquent Israël n'ont plus le poids qu'elle ont eues mais elles sont encore très efficaces particulièrement quand l'accusé est l'employé des médias dominants, comme nous l'avons vu dernièrement avec le cas d'Helen Thomas, d'Octavia Nasr et de Rick Sanchez et dans l'industrie du cinéma qui a été longtemps un bastion sioniste ayant été développée par des Juifs au 19^{ème} siècle, bien qu'à l'époque aucun d'eux n'était sioniste.

Le pouvoir qu'a l'accusation d'antisémitisme de mettre les personnes publiques à genoux finira le jour où un assez grand nombre de personnalités américaines ne l'accepteront plus. Quand à dire quand cela arrivera, je n'en sais rien.

KZ : La Fédération des Scientifiques Américains a confirmé qu'Israël possédait jusqu'à 200 têtes nucléaires même si elles ne sont pas déclarées. Comme il n'a pas signé le Traité de Non Prolifération, Israël n'a jamais permis à l'IAEA de contrôler son arsenal nucléaire. Nous savons déjà ce qui est arrivé à Mordecai Vanunu qui a perdu sa liberté pour avoir dit la vérité. Que pensez-vous qui va arriver au programme nucléaire israélien ? Tel Aviv va-t-il continuer à bénéficier du privilège de ne pas avoir à rendre compte de ses actes ?

JB : Tant que le réseau de soutien du sionisme contrôle le Congrès, tant qu'aucun Président américain n'a pas le courage de simplement mentionner l'existence des armes nucléaires israéliennes et tant que les USA continuent de tenir les cordons de la bourse de l'ONU, Israël bénéficiera de l'impunité et de l'immunité. Si la direction des mouvements antinucléaires américains maintenant disparus comme "le mouvement pour la paix" n'avait pas été dominée par les sionistes, il y aurait peut-être eu un débat sur le sujet, mais comme elle l'était le sujet a été considéré tabou.

KZ : Parlons maintenant de l'Iran. L'Iran est décrite dans les médias étasuniennes d'une manière déformée et hypocrite. Beaucoup d'Américains qui n'avaient jamais entendu parler de l'Iran sont aujourd'hui confrontés à l'image horrible et terrifiante qu'en donnent les médias dominées par les sionistes. Ils n'ont aucune idée de ce qu'est la civilisation iranienne, ni de ce qu'ont de spécifique sa société et sa culture. Comment pourrait-on porter la vraie nature de l'Iran à la connaissance des Américains qui n'ont pas les moyens de la découvrir par eux-mêmes ?

JB : La plupart des Américains ne sont pas capables de trouver l'Iran ni quelque autre pays du Moyen Orient ni même n'importe quel pays du monde, sur une carte. Pour la plupart ils sont confrontés à ce qu'on pourrait appeler un "problème géographique" autant qu'historique. Il n'y a pas d'antidote à cela au monde et c'est la raison pour laquelle Washington peut se permettre de faire la guerre à des pays qui ne lui ont jamais fait aucun mal. Si les soldats étaient des appelés comme pendant la guerre du Vietnam, ni la guerre d'Iraq ni celle de l'Afghanistan n'auraient duré aussi longtemps et il y aurait une grande opposition à une attaque contre l'Iran.

Quand Nixon a eu l'intelligence de supprimer la conscription des hommes de 18 ans au début des années 1970, cela a détruit l'épine dorsale du mouvement anti-guerre et c'est la raison pour laquelle Washington ne veut pas revenir à la conscription malgré la pression énorme résultant de la nécessité de maintenir une armée assez nombreuse pour mener plusieurs guerres de front. Sans la crainte que leur jeunes de 18 ans ne soient appelés au combat, il n'y a pas de mouvements contre la guerre et c'est pourquoi il n'y a pas d'opposition à la guerre digne de ce nom aux USA à l'heure actuelle.

KZ : Beaucoup de gens dans le monde croient que la presse américaine est complètement libre et peut dire tout ce qu'elle veut sans que la moindre restriction ou censure ne lui soit imposée par l'Administration. On peut presque dire que le gouvernement américain ne se mêle pas directement de ce

qui concerne les médias ; cependant on a l'impression qu'il y a une pression implicite sur les médias pour ne pas dépasser la ligne rouge et violer des lois non écrites comme l'interdiction de critiquer Israël. Pouvez-vous nous en dire plus ?

JB : Ce n'est pas le gouvernement qui empêche les critiques d'Israël de s'exprimer, c'est la peur des réactions qu'engendre toute critique sincère d'Israël que ce soit dans un article ou un dessin humoristique des médias même si le journaliste est juif. Il y a plusieurs organisations, dont les plus importantes sont la Anti-defamation League, CAMERA et HonestReporting, qui sont capables d'envoyer immédiatement un torrent d'emails et de lettres à l'éditeur d'un journal qu'ils jugent offensant et parfois même de se rendre dans les bureaux du journal en question pour s'assurer que les médias comprennent bien ce qu'ils peuvent écrire ou pas. Comme il n'y a pas de pression équivalente en faveur de la critique d'Israël, les médias préfèrent éviter l'affrontement.

Il fut un temps où un certain nombre de journalistes des médias dominants écrivaient des articles critiques sur Israël sans avoir de problèmes. Mais c'était il y a 20 ans et ils ne sont plus là.

KZ : Voici ma dernière question : Comment voyez-vous l'avenir d'Israël ? Va-t-il continuer à déterminer la politique étrangère américaine et contrôler les politiciens américains ? Est-il capable de maintenir le blocus de Gaza ? Et finalement Israël parviendra-t-il à survivre politiquement ?

JB : Tant que les supporters d'Israël ou ses agents aux USA parviennent à contrôler le Congrès américain et à intimider tous les présidents en exercice, et tant que ces mêmes forces dominent les médias, il n'y aura pas de changement aux USA ni à Gaza. Bien que le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions se développe petit à petit aux USA, il n'y a pas l'intensité qu'il a ailleurs et ses cibles sont limitées à ce que les firmes américaines et Israéliennes produisent en Cisjordanie, aussi, si l'on veut être réaliste, il y a peu de chance que les USA exercent une pression déterminante sur Israël.

Ce que fait Israël, cependant, peut engendrer des changements qu'il est impossible de prévoir aujourd'hui. Après avoir été vaincu deux fois par le Hezbollah, les officiels israéliens ne cessent de menacer de déclarer une nouvelle guerre au Liban et comme les USA, l'Europe et l'ONU n'ont pas sanctionné leurs précédentes guerres au Liban, ils vont sûrement encore essayer.

A la différence des Palestiniens, les Libanais n'ont pas l'intention de se laisser faire et sont capables de rendre coup pour coup, comme les Israéliens en ont fait l'expérience quand les Libanais ont résisté à leur occupation et stoppé la Wehrmacht israélienne tant vantée en 2006. Si Israël attaquait l'Iran les répercussions seraient peut-être suffisantes pour entraîner Israël dans un processus qu'on pourra sans doute qualifier d'autodestructeur. Pour le moment, vu le soutien inconditionnel à tous ses crimes dont il bénéficie de la part des Américains et son arsenal de d'armes nucléaires, je considère Israël comme la menace la plus immédiate à l'avenir de la planète.

28 octobre 2010

Pour consulter l'original : <http://dissidentvoice.org/2010/10/i...>

Note du traducteur :

* A la différence de la France qui s'est dotée de la loi Gayssot, ce qui permet les poursuites juridiques et augmente donc d'autant la capacité d'intimidation du lobby sioniste.

Jeffrey Blankfort

Kourosh Ziabari est un reporter freelance et un correspondant de presse iranien.

Ses articles ont été publiés dans de nombreux médias et journaux comme le Tehran Times, Salem News, Palestine Think Tank, Press TV, Foreign Policy, Journal, Islam Online et Middle East Online. Il est membre de Llaxcala translators Network for Linguistic Diversity.

Traduction : D. Muselet

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Israel-est-la-menace-la-plus-immEDIATE-au-futur-de-notre-planete-Dissident-Voice.html>

<http://www.legrandsoir.info:80/Israel-est-la-menace-la-plus-immEDIATE-au-futur-de-notre-planete-Dissident-Voice.html>

1-5 Entretiens avec Fidel Castro: Les dangers d'une guerre nucléaire

par Fidel Castro Ruz et Michel Chossudovsky.

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca),

14 novembre 2010

AVANT-PROPOS

Du 12 au 15 octobre 2010, j'ai soutenu à La Havane des entretiens prolongés et détaillés avec Fidel Castro au sujet des périls d'une guerre nucléaire, de la crise économique mondiale, du caractère du Nouvel Ordre mondial et d'autres points.

La première partie de ces Entretiens publiée par mondialisation.ca et CubaDebate est axée sur les périls d'une guerre nucléaire. Le monde se trouve à un tournant dangereux. Nous avons atteint un point critique décisif dans notre histoire.

Les entretiens avec Fidel Castro offrent une interprétation de la nature de la guerre moderne : si les États-Unis et leurs alliés décidaient de lancer une opération militaire contre la République islamique d'Iran, ils ne pourraient pas remporter une guerre conventionnelle et il se pourrait dès lors que celle-ci se convertisse en une guerre nucléaire.

On a occulté à l'opinion publique les détails des préparatifs militaires contre l'Iran.

Comment faire face au présupposé diabolique et absurde de l'administration étasunienne : le recours aux armes nucléaires tactiques contre l'Iran rendra le monde plus sûr ?

Le leader de la Révolution cubaine formule un concept de base : la « bataille d'idées ». Seule une grande bataille de ce genre pourrait modifier le cours de l'histoire mondiale, afin d'empêcher l'impensable : une guerre nucléaire qui menace de détruire la vie sur la planète.

Les médias transnationaux participent à ce camouflage en minimisant ou en passant sous silence les conséquences dévastatrices d'une guerre nucléaire. En de telles circonstances, il faudra donc écouter le message de Fidel au monde ; tous les peuples de la planète devront comprendre la gravité de la situation et agir énergiquement à tous les niveaux de la société pour inverser le cours des événements.

La « Bataille d'idées » fait partie d'un processus révolutionnaire. Face à ce torrent de désinformation, Fidel Castro est décidé à répandre la parole d'un bout à l'autre du monde, à informer l'opinion publique mondiale, à « rendre l'impossible possible », à empêcher une équipée militaire qui menace, au vrai sens du mot, l'avenir de l'humanité.

Quand une guerre parrainée par les USA se convertit en un « instrument de paix », et que les institutions mondiales et les plus hautes autorités mondiales, dont l'ONU, l'approuvent et l'acceptent

on atteint un point de non-retour : la société humaine court irrévocablement à sa perte.

La « Bataille d'idées » prônée par Fidel doit se traduire en un mouvement mondial. Les peuples doivent se mobiliser contre ces visées bellicistes diaboliques.

Les peuples pourront éviter cette guerre s'ils mettent la pression sur leurs gouvernements et sur leurs représentants élus, s'ils s'organisent localement dans les villes, les villages et les communes, s'ils répandent la parole, s'ils informent leurs concitoyens des conséquences d'une guerre thermonucléaire et s'ils engagent des débats et des délibérations avec les forces armées.

Il faut un mouvement massif des peuples qui conteste énergiquement la légitimité de la guerre, un mouvement mondial des peuples qui la pénalise.

Dans son message du 15 octobre, Fidel Castro a averti le monde des périls d'une guerre nucléaire : « Les dirigeants politiques et militaires des USA nous disent que la guerre provoque des dommages collatéraux, ce qui leur permet de justifier la mort d'innocents. Dans une guerre nucléaire, le dommage collatéral serait tout simplement l'existence même de l'humanité.

Ayons le courage de dire tout haut que toutes les armes, qu'elles soient nucléaires ou classiques, que tout ce qui sert à faire la guerre doit disparaître ! »

La « Bataille d'idées » consiste à faire front aux criminels de guerre qui occupent de hautes responsabilités afin de briser le consensus – piloté par les USA – en faveur d'une guerre mondiale, de modifier la mentalité de centaines de millions de personnes, d'abolir les armes nucléaires. Bref, la « Bataille d'idées » consiste dans son essence à restaurer la vérité et à jeter les fondations d'un monde de paix.

Michel Chossudovsky,

Centre de recherche sur la mondialisation (CRG)

www.mondialisation.ca,

Montréal le 11 novembre 2010, Jour du souvenir

« Si les USA font le choix de la guerre classique en Iran, ils la perdront. Et l'alternative de la guerre nucléaire n'en est une pour personne. Par ailleurs, la guerre nucléaire se convertirait inévitablement en une guerre nucléaire mondiale. » « Je crois que personne au monde ne désire l'extinction de l'espèce humaine. Voilà pourquoi je suis d'avis qu'il faut faire disparaître non seulement les armes nucléaires, mais aussi les armes classiques. Il faut offrir des garanties de paix à tous les peuples sans distinction. » « Dans une guerre nucléaire, le dommage collatéral serait tout simplement l'existence même de l'humanité.

Ayons le courage de dire tout haut que toutes les armes, qu'elles soient nucléaires ou classiques, que tout ce qui sert à faire la guerre doit disparaître ! »

« Exigeons que le monde ne soit pas conduit à un désastre nucléaire, exigeons la préservation de la vie. »

Fidel Castro Ruz, octobre 2010

ENTRETIENS

Michel Chossudovsky. Je me sens très honoré d'avoir l'occasion d'échanger avec vous sur des questions si fondamentales, qui concernent la société humaine dans son ensemble, et sur la notion que vous avez présentée dans vos dernières Réflexions, la menace qui pèse sur l'*Homo sapiens*, et qui me semble essentielle.

Alors, quelle est donc cette menace, ce danger de guerre nucléaire et la menace qui pèse sur les êtres humains, sur l'*Homo sapiens* ?

Fidel Castro Ruz. Depuis bien longtemps, des années, dirai-je, mais surtout depuis plusieurs mois, je m'inquiète de l'imminence d'une guerre dangereuse qui se convertirait vite en guerre nucléaire.

Avant, j'avais axé mes efforts sur l'analyse du système capitaliste en général, sur les méthodes que la tyrannie impériale a imposées à l'humanité. Les USA violent dans le monde les droits humains les plus élémentaires.

Pendant la Guerre froide, on ne parlait pas de guerre, ni des armes nucléaires ; on parlait d'une paix apparente, censément garantie entre l'URSS et les USA, selon la fameuse théorie de la « destruction mutuelle garantie », et il semblait que le monde allait jouir des délices d'une paix prolongée pour une durée illimitée.

Michel Chossudovsky. La fin de la Guerre froide a mis fin à cette notion de « destruction mutuelle » et la doctrine nucléaire a été reformulée. En fait, personne ne pensait à une guerre nucléaire pendant la Guerre froide. Il existait un danger, bien entendu, comme l'a même dit Robert McNamara à un moment donné... Mais la doctrine nucléaire a été reformulée à partir de la fin de la Guerre froide et surtout à compter du 11 septembre.

Fidel Castro Ruz. Vous m'avez demandé quand j'ai commencé à me rendre compte du danger imminent de guerre nucléaire. Je vous l'ai dit : voilà à peine six mois. L'un des faits qui a le plus attiré mon attention à cet égard est le torpillage du *Cheonan* durant des manœuvres militaires, le meilleur navire de la marine sud-coréenne, dernier cri. C'est ces jours-là que j'ai trouvé sur le site *Global Research* l'article de ce journaliste qui offrait une information claire et vraiment cohérente du torpillage du *Cheonan*, qui ne pouvait pas être l'œuvre d'une torpille lancée par un sous-marin nord-coréen vieux de plus de soixante ans, de fabrication soviétique, alors que le *Cheonan* n'avait pas besoin d'être doté d'appareils de pointe pour le repérer au cours de manœuvres conjointes avec les bâtiments les plus modernes des USA !

Cette provocation contre la République populaire et démocratique de Corée s'ajoutait à mes inquiétudes déjà plus anciennes au sujet d'une agression contre l'Iran dont je suivais de près l'évolution politique. Je savais parfaitement ce qu'il s'était passé dans les années 50 quand l'Iran avait nationalisé les biens de *British Petroleum*, qui s'appelait alors *Anglo Persian Oil Company*.

C'est le 9 juin dernier que les menaces contre l'Iran deviennent à mes yeux totalement réelles, quand le Conseil de sécurité adopte la Résolution 1929 qui condamne ce pays pour ses recherches dans le domaine nucléaire et pour avoir produit une petite quantité d'uranium enrichi à 20 p. 100, et l'accuse de constituer une menace pour le monde. On connaît les positions de chaque membre du Conseil de sécurité : 12 voix pour, dont les 5 à droit de veto, 1 abstention et 2 contre, le Brésil et la Turquie. Une fois cette résolution adoptée, la plus agressive de toutes, un porte-avions étatsunien dans le cadre d'un groupe de combat et un sous-marin nucléaire franchissent presque aussitôt le canal de Suez avec la coopération du gouvernement égyptien, et sont ensuite rejoints par des bâtiments israéliens dans le golfe Persique et dans les eaux avoisinantes.

Les sanctions imposées à l'Iran par les USA et leurs alliés de l'OTAN sont absolument abusives et injustes. Et je ne comprends pas pourquoi la Russie et la Chine n'ont pas mis leur veto à cette dangereuse Résolution 1929 du Conseil de sécurité des Nations Unies. De mon point de vue, ça a compliqué terriblement la situation politique et mis le monde au bord de la guerre.

Je me suis souvenu des attaques israéliennes contre des centres de recherche nucléaire de pays arabes : d'abord, en Iraq en juin 1981, sans demander la permission à personne, sans en parler à personne, et l'Iraq a accusé le coup ; ensuite, en 2007, contre un centre de recherche en chantier en Syrie. Dans ce dernier épisode, il y a quelque chose que je ne comprends pas : la tactique, autrement dit les raisons pour lesquelles la Syrie n'a pas dénoncé cette attaque israélienne contre un centre de recherche où elle travaillait incontestablement à quelque chose avec la coopération de la Corée du Nord, quelque chose de légal...

J'avoue franchement ne pas comprendre. Il aurait été important de dénoncer cette attaque. Ce sont là deux précédents très importants.

Il y a bien d'autres raisons, à mon avis, pour penser qu'on tentera de faire pareil contre l'Iran, autrement dit de détruire ses centres de recherche ou ses centres de production d'énergie. Le résidu de l'uranium utilisé dans la production d'électricité, c'est, on le sait, le plutonium.

Michel Chossudovsky. Il est vrai que cette Résolution du Conseil de sécurité annule en quelque sorte le programme de coopération militaire que la Russie et la Chine ont avec l'Iran, en particulier celui de la Russie au système de défense antiaérienne, avec le système S-300.

Juste après cette décision du Conseil de sécurité entérinée par la Chine et la Russie, le ministre russe des affaires étrangères a dit : « Nous avons approuvé cette Résolution, mais ça ne va pas interrompre notre coopération militaire avec l'Iran. » C'était en juin. Mais quelques mois après, Moscou a confirmé que cette coopération militaire serait interrompue, si bien que l'Iran se retrouve dans une situation très grave parce qu'il a besoin de la technologie russe pour maintenir sa sécurité, sa défense antiaérienne.

Mais toutes les menaces à la Russie et à la Chine visent à ce que ces deux pays ne se mêlent pas de l'Iran, autrement dit qu'en cas de guerre, ils n'interviennent absolument pas, après avoir suspendu leur coopération militaire. C'est là une manière d'étendre la guerre au Moyen-Orient sans confrontation avec la Russie et la Chine. Je crois que c'est un peu le scénario actuel.

Les menaces envers la Russie et la Chine sont multiples aux différentes frontières. Le fait que les frontières de Chine soient militarisées, la mer au sud de la Chine, la Mer jaune, la frontière avec l'Afghanistan, le détroit de Taïwan, tout ceci est en quelque sorte une menace pour dissuader la Chine et la Russie de jouer un rôle de puissances dans l'arène géopolitique mondiale et pour préparer le terrain et le consensus en vue d'une guerre contre l'Iran, qui devrait se battre alors que son

système de défense antiaérienne est affaibli... En anglais, il existe une expression : *a sitting duck*, qui veut dire littéralement « un canard assis » et au figuré : une cible facile. Disons donc que l'Iran est une cible facile compte tenu de ses possibilités de défense **antiaérienne**

Fidel Castro Ruz. À mon avis modeste et serein, il aurait fallu bloquer cette Résolution..

Ça a tout compliqué à plusieurs égards. Sur le plan militaire, comme vous l'avez expliqué, les Russes s'étaient engagés à livrer des S-300 à l'Iran et avaient signé des contrats. Ce sont des armes antiaériennes très efficaces. Ensuite, il y a les livraisons de carburant qui sont très importantes pour la Chine, parce que c'est le pays dont la croissance est la plus forte, et que son économie exige le plus de pétrole et de gaz. Bien qu'il existe des accords avec la Russie de livraisons de pétrole et de gaz, que la Chine développe aussi l'énergie éolienne et d'autres formes d'énergie renouvelables, qu'elle possède d'énormes réserves de charbon, son énergie nucléaire ne croîtra pas beaucoup et ne produira que 5 p. 100 de l'électricité requise, et ce pour bien des années encore, et elle aura donc besoin de beaucoup de gaz et de pétrole, et je ne conçois vraiment pas comment elle pourra obtenir cette énergie et à quel prix si le pays où elle a fait de gros investissements est détruit par les USA !

Mais le risque pire est une guerre de ce genre contre l'Iran. Qui est un pays musulman, qui possède des millions de combattants entraînés et absolument motivés.

L'Iran compte des dizaines de millions de personnes qui ont suivi un entraînement militaire, formés du point de vue politique et entraînés, des millions d'hommes et de femmes entraînés et n'ayant pas peur de mourir. Ce sont des gens qui ne vont pas se laisser intimider et que la force ne va pas faire changer. Par ailleurs, vous avez les Afghans – assassinés par les drones – les Pakistanais, les Iraquiens, qui ont vu mourir de un à deux millions de leurs compatriotes par suite de la guerre antiterroriste engagée par Bush. Vous ne pouvez pas gagner une guerre contre le monde musulman. C'est insolite ! C'est de la folie !

Michel Chossudovsky. Et c'est tout à fait vrai : ses forces classiques sont énormes. L'Iran peut mobiliser du jour au lendemain plusieurs millions de soldats à la frontière iraquienne, à la frontière afghane, et même s'ils mènent une guerre type *blitzkrieg*, les USA ne pourront pas éviter une guerre classique tout près de leurs bases militaires dans la région.

Fidel Castro Ruz. Cette guerre classique, ils la perdraient. Personne ne peut gagner une guerre classique contre des millions de soldats et de personnes. La population de tout un pays ne va pas se concentrer à un endroit pour que les États-Uniens la tuent !

J'ai été guérillero, et je me rappelle avoir dû beaucoup penser à la manière dont il fallait utiliser nos forces, et je n'aurais jamais commis l'erreur de les concentrer, parce que plus vos forces sont concentrées et plus les armes de destruction massive vous causeront de pertes.

Michel Chossudovsky. Vous avez dit que l'appui de la Chine et de la Russie à la Résolution 1929 au Conseil de sécurité était très important, car elles se font du tort à elles-mêmes. D'abord, la Russie ne peut plus exporter d'armes, qui sont sa principale source de devises, d'autant que l'Iran était l'un des principaux acheteurs. Ça revient donc à tarir une entrée de devises importante qui soutient l'économie de consommation et les besoins de la population russe.

Vous avez aussi signalé à quel point la Chine a besoin de l'énergie pour sa croissance économique. En fait, que la Chine et la Russie aient rejoint le consensus au Conseil de sécurité veut dire en quelque sorte : « Nous acceptons que vous tuiez notre économie, que vous interrompiez nos accords commerciaux avec un pays tiers. » C'est très grave. Le tort n'est pas seulement contre l'Iran, mais aussi pour ces deux pays. Je ne suis pas un homme politique, mais je suppose qu'il a dû y avoir de terribles divisions au sein des dirigeants russes et chinois pour que ces deux pays acceptent de ne pas opposer leur veto au Conseil de sécurité.

Des journalistes russes m'ont dit que ce n'est pas là un consensus du gouvernement en tant que tel, mais une ligne de conduite. Mais des gens au gouvernement ont d'autres points de vue sur les intérêts de la Russie et sur son attitude au Conseil de sécurité. Comment voyez-vous ça ?

Fidel Castro Ruz. Comment je vois la situation générale ? Si les USA font le choix de la guerre classique en Iran, ils la perdront. Et l'alternative de la guerre nucléaire n'en est une pour personne.

Par ailleurs, la guerre nucléaire se convertirait inévitablement en une guerre nucléaire mondiale. D'où, à mon avis, la dangerosité de la situation actuelle vis-à-vis de l'Iran, compte tenu des raisons que vous avancez et de bien d'autres données qui me font conclure que la guerre prendrait un caractère nucléaire.

Michel Chossudovsky. Autrement dit, comme les USA et leurs alliés sont incapables de gagner une guerre classique, ils vont recourir à l'arme nucléaire, mais comme ils ne peuvent pas non plus gagner cette guerre, nous allons tout perdre.

Fidel Castro Ruz. Tout le monde la perdrait. C'est une guerre que nous perdrons tous ! Que gagnerait la Russie à une guerre nucléaire ? Et la Chine ? Quel caractère aurait cette guerre, comment le monde réagirait-il, quels effets aurait-elle sur l'économie mondiale ? Vous l'avez expliqué à l'Université de La Havane, quand vous avez parlé du système de défense centralisé mis au point par le Pentagone. Ça ressemble à de la science-fiction, ça n'a plus rien à voir avec la Deuxième Guerre mondiale. L'autre point, aussi, est très important : la tentative de convertir les armes nucléaires en armements tactiques classiques.

Aujourd'hui même, 13 octobre, j'ai lu dans une dépêche de presse que les habitants d'Hiroshima et Nagasaki protestaient énergiquement devant les essais nucléaires dits subcritiques réalisés par les USA. On les appelle comme ça parce que l'arme nucléaire est utilisée sans qu'on déploie toute l'énergie que permettrait la masse critique.

La voici. Son titre : « *Indignation à Hiroshima et à Nagasaki pour un essai nucléaire des USA.* »

Hiroshima et Nagasaki, les deux villes japonaises victime d'une attaque nucléaire à la fin de la Deuxième Guerre mondiale ont déploré aujourd'hui que les USA aient réalisé en septembre dernier un essai nucléaire dit subcritique, parce qu'il ne déclenche pas de réactions nucléaires en chaîne.

L'essai, le premier de ce genre dans ce pays depuis 2006, a eu lieu le 15 septembre dans un centre du Nevada, aux États-Unis. Selon le journal Japan Times, il a été confirmé officiellement par le département de l'Énergie.

Que dit ce journal ?

« Je le déplore profondément parce que j'espérais que le président Barack Obama prendrait la tête en vue de l'élimination des armes nucléaires », a déclaré aujourd'hui le gouverneur de Nagasaki, Hodo Nakamura, en conférence de presse. »

Vient toute une série de nouvelles à ce sujet.

« L'essai a aussi provoqué des protestations parmi les habitants d'Hiroshima et de Nagasaki, dont celles de plusieurs survivants des bombes nucléaires qui ravagèrent ces deux villes en août 1945.

« "Nous ne pouvons pas tolérer cette action des USA qui trahit la promesse du président Barack Obama de progresser vers un monde dénucléarisé", a affirmé Yukio Yoshioka, sous-directeur du Conseil des victimes de la bombe nucléaire d'Hiroshima.

« Le gouvernement a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de protester. »

Il laisse ça au domaine social. On lit ensuite :

« Ceci porte à vingt-six la quantité d'essais nucléaires subcritiques réalisés par les USA depuis juillet 1997, date de la première. »

La dépêche ajoute :

« Washington estime que ces essais ne violent pas le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT), car ils ne déclenchent pas de réactions en chaîne et ne dégagent donc pas d'énergie nucléaire, de sorte qu'on peut le considérer des essais de laboratoire. »

Les États-Unis disent que ces essais sont indispensables à la sécurité de leur arsenal nucléaire. Comme ils ont de grands arsenaux nucléaires, ils doivent les protéger.

Michel Chossudovsky. Revenons à la menace contre l'Iran. Vous dites que les USA et leurs alliés ne peuvent pas gagner une guerre conventionnelle. C'est vrai. Mais l'arme nucléaire pourrait être utilisée en remplacement d'une guerre classique, et ça, c'est de toute évidence une menace à l'humanité, comme vous l'avez souligné dans vos écrits.

Ce qui m'inquiète, c'est de voir se développer, après la Guerre froide, la notion d'arme nucléaire à visage humanitaire, sous prétexte qu'il ne s'agirait pas d'une arme dangereuse pour les civils. Il s'agirait en quelque sorte de changer l'étiquette de l'arme nucléaire. Selon ces concepts, l'armée nucléaire ne se différencie pas de l'arme conventionnelle. Et maintenant, les manuels militaires disent que l'arme nucléaire tactique ne fait pas de mal aux civils. Au point que, dans une situation donnée, ceux qui décideraient d'attaquer l'Iran à l'arme nucléaire ne se rendraient même pas compte des conséquences que cela pourrait voir pour le Moyen-Orient, l'Asie centrale, mais aussi pour l'ensemble de l'humanité, car ils pourraient dire : « De notre point de vue, cette arme nucléaire est différente de celle de la Guerre froide, et nous pouvons l'employer contre l'Iran pour garantir la paix mondiale. »

Comment voyez-vous ça ? C'est là quelque chose de terriblement dangereux, parce qu'ils croient à leur propre propagande. Une propagande interne au sein des forces armées, au sein de l'appareil politique.

Selon les documents rendus publics en 2002, en 2003, au sujet de l'arme nucléaire tactique, le sénateur Edward Kennedy a même dit à cette époque que c'était une manière d'effacer la frontière entre armes conventionnelles et armes nucléaires. Or, nous y sommes. Nous sommes à une époque où l'arme nucléaire n'est pas différente de la Kalachnikov... J'exagère, bien entendu, mais ça fait partie en quelque sorte de la boîte à outils – c'est l'expression qu'ils utilisent – d'où ils tirent l'armement à employer, si bien que l'arme nucléaire tactique pourrait être employée sur un théâtre de guerre classique. Ça nous conduirait à des scénarios impensables : une guerre nucléaire régionale qui aurait des répercussions à l'échelle planétaire.

Fidel Castro Ruz. J'ai écouté ce que vous avez dit au cours de la Table ronde télévisée : que ces armes, censément inoffensives pour les habitants proches du lieu d'impact, ont une **puissance explosive allant d'un tiers à six fois celle de la bombe qui fut lancée sur Hiroshima.** Or, on connaît parfaitement les terribles dommages qu'elle a causés. Une seule bombe a tué instantanément cent mille personnes. Imaginez une bombe six fois plus puissante, ou deux fois, ou aussi puissante, ou seulement le tiers... C'est absurde !

Vous avez aussi parlé à l'Université de la tentative de la présenter comme une arme humanitaire dont pourraient disposer les troupes en opérations. De sorte qu'à un moment donné, un commandant d'une zone d'opération pourrait décider de l'employer parce que plus efficace que les autres, ce qui serait son devoir dans le cadre des doctrines militaires et des enseignements donnés dans les écoles militaires.

Michel Chossudovsky. Dans ce sens, je ne crois pas que cette arme nucléaire soit utilisée sans l'aval, mettons, du Pentagone ou du commandement centralisé, mais je crois qu'elle pourrait l'être sans celui du président des USA et du commandant en chef des forces armées, autrement dit le président en personne. Bref, nous ne sommes plus du tout dans la logique de la Guerre froide, avec son téléphone rouge...

Fidel Castro Ruz Je comprends que ce que vous dites, professeur, au sujet de cette arme qui serait utilisée comme faculté des instances supérieures du Pentagone, et il me semble correct que vous le précisiez pour qu'on ne vous accuse pas d'exagérer le danger de cette arme.

Mais, quand on sait les antagonismes et les discussions entre le Pentagone et le président des USA, on ne doute guère de ce que serait la décision du Pentagone au cas où le chef d'un théâtre d'opérations demanderait l'autorisation d'employer cette arme s'il le juge nécessaire ou indispensable.

Michel Chossudovsky. Il y a un autre facteur : le déploiement actuel des armes nucléaires dans plusieurs pays européens membres de l'OTAN, qui implique tout un déploiement d'armes nucléaires tactiques, en Turquie, en Italie, en Allemagne, si bien que des tas de petites bombes nucléaires se trouvent tout près du théâtre d'opération. Et, par ailleurs, il y a Israël.

De toute façon, je ne crois pas qu'Israël lance une guerre à son compte. C'est impossible des points de vue stratégique et décisionnel. Dans la guerre moderne, où les systèmes de communications, de logistique et tout le reste sont centralisés, c'est là une décision centralisée. Mais il se pourrait que les USA lui donnent le feu vert et qu'Israël lance alors la première attaque. Ce n'est pas du domaine de l'impossible, bien que certains commentateurs disent maintenant que la guerre va commencer par le Liban et la Syrie sous forme de guerre frontalière classique, ce qui servira de prétexte ensuite à une escalade des opérations militaires.

On connaît aussi les inquiétudes d'Israël à ce sujet, car les Libanais sont des combattants, qui possèdent trois fois plus de missiles à réaction que lors du précédent conflit avec ce pays, et les techniciens israéliens disent qu'il leur faut l'aviation pour combattre ces projectiles et qu'Israël ne pourrait attaquer l'Iran que pendant quelques heures, et non pendant trois jours, car il faudrait faire attention au danger des projectiles libanais. Les Israéliens, de ce point de vue, sont de plus en plus inquiets, parce que ces armes font partie de l'arsenal classique des Iraniens. Ceux-ci possèdent par exemple des centaines de lance-missiles contre des bâtiments de surface du côté de la Mer caspienne. Or, on sait, depuis la guerre des Malouines, qu'un bâtiment de guerre peut se défendre contre un, deux ou trois missiles, mais qu'il est incapable de résister à une pluie de projectiles. Les Iraniens possèdent des bâtiments rapides conduits par des gens bien entraînés, car cela fait trente ans que ce pays prépare ses gens et qu'il a mis au point des armes classiques efficaces.

Durant la dernière guerre mondiale, avant l'apparition des armes nucléaires, plus de cinquante millions de personnes ont été tuées par des armes classiques.

Une guerre aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celles du XIX^e siècle, avant l'apparition de l'arme nucléaire. Et elles étaient déjà extrêmement destructives. Les armes nucléaires sont apparues à la dernière minute, parce que Truman a voulu les employer, faire un essai avec la bombe d'Hiroshima, dont la masse critique provenait de l'uranium, tandis que celle de la bombe de Nagasaki est née du plutonium. Toutes deux ont tué environ cent mille personnes d'un coup, sans parler de la quantité de gens qui sont décédés ensuite par blessures et irradiation, et qui en souffrent les effets depuis de longues années. De plus, une guerre nucléaire provoquerait un hiver nucléaire. Je vous parle des dangers que représenterait une guerre par ses dommages immédiats. Mais il suffirait d'une quantité d'armes limitée, par exemple celles que possèdent les deux puissances qui en ont le moins, l'Inde et le Pakistan, pour provoquer un hiver nucléaire qui durerait de huit à dix ans et auquel aucun être humain ne survivrait. En quelques semaines, on ne verrait plus la lumière du soleil.

L'homme est sur la Terre depuis moins de deux cent mille ans. Jusqu'ici, tout se déroulait d'une manière normale, les lois de la Nature jouaient, les lois de la vie se développaient sur notre planète Terre depuis plus de trois milliards d'années. Selon toutes les études, l'existence de l'homme sur la Terre, de l'*Homo sapiens*, de l'être intelligent ne représente dans le temps que les huit dixièmes d'un million. Voilà deux cents ans, on ignorait virtuellement tout. Aujourd'hui, on connaît les lois qui régissent l'évolution des espèces. Les scientifiques, les théologiens, voire les religieux les plus sincères, qui se faisaient au départ l'écho de la campagne des grandes institutions religieuses contre la théorie de Darwin, acceptent aujourd'hui les lois de l'évolution comme réelles, sans que cela leur ait interdit de professer leurs croyances dans lesquelles les gens trouvent bien souvent une compensation à leurs souffrances les plus vives.

Je crois que personne au monde ne désire l'extinction de l'espèce humaine. Voilà pourquoi je suis d'avis qu'il faut faire disparaître non seulement les armes nucléaires, mais aussi les armes classiques. Il faut offrir des garanties de paix à tous les peuples, sans distinction, aussi bien aux Iraniens qu'aux Israéliens, et il faut distribuer les ressources de la Nature. Il le faut ! Je ne dis pas que ça va se faire, ni que ce soit facile à faire, mais il n'y a pas d'autres solutions pour l'humanité, dans un monde limité en étendue et en ressources déterminées, même si toutes les forces scientifiques sont capables de se développer pour créer des sources d'énergie renouvelables. Le monde compte presque sept milliards d'habitants : il faut mettre en place une politique démographique. Il faut en fait bien des choses. Quand vous les placez toutes ensemble les unes à côté des autres, vous vous posez la question : L'être humain sera-t-il capable de le comprendre et de surmonter toutes ces difficultés ? Vraiment, seul l'enthousiasme peut pousser quelqu'un à dire qu'on va faire face à un tel problème et le régler facilement.

Michel Chossudovsky. Ce que vous avez dit au sujet de Truman est extrêmement important. Truman avait dit qu'Hiroshima était une base militaire et que les civils ne souffriraient pas.

...La notion des dommages collatéraux, qui semble la continuation de la doctrine nucléaire depuis 1945. Je veux dire : pas au niveau de la réalité, mais au niveau de la doctrine et de la propagande. L'argument en 1945 a été en effet le suivant : nous allons sauver l'humanité en tuant cent mille personnes et en niant qu'Hiroshima est une ville civile, non une base militaire. Mais, de nos jours, la falsification est bien sophistiquée, plus généralisée, et l'arme nucléaire est bien plus avancée. Ainsi donc, quand nous parlons de l'avenir de l'humanité et de la menace d'une guerre nucléaire à l'échelle planétaire, il faut comprendre que le mensonge, que la fiction au cœur même du discours politique et militaire nous conduira à une catastrophe sans même que les politiciens comprennent leurs propres mensonges.

Vous avez dit que les êtres humains intelligents existent depuis deux cent mille ans. Mais cette intelligence traduite au niveau des institutions, de la presse, des services de renseignement, des Nations Unies devient le facteur qui va nous détruire, parce que vous finissez pas croire vos propres mensonges, et la guerre nucléaire surviendra sans même que nous nous rendions compte que ce sera la dernière, comme l'avait dit Einstein clairement : Une guerre nucléaire menace la survie de l'humanité, et c'est là la menace mondiale. »

Fidel Castro Ruz. Ce sont de très bonnes paroles, professeur : le dommage collatéral, en l'occurrence, ce serait tout bonnement l'humanité. La guerre est un crime, il n'y a pas besoin d'une nouvelle loi, car, depuis Nuremberg on la considère comme le plus grand crime contre l'humanité et la paix, le plus horrible de tous les crimes

Michel Chossudovsky. Les textes de Nuremberg le disent clairement : « La guerre est un acte criminel, c'est l'acte de guerre suprême contre la paix. » Ce texte de Nuremberg est très souvent cité. Après la guerre, les Alliés voulaient l'utiliser contre les vaincus. Je ne dis pas que ça ne soit pas valable, mais le fait est que les crimes qu'ils ont commis, eux, contre l'Allemagne, contre le Japon, personne n'en parle.

Fidel Castro Ruz. Et avec l'arme nucléaire, dans le second cas.

Michel Chossudovsky. Bref, c'est pour moi une question extrêmement importante. Si nous voulons former une contre-alliance pour la paix, la criminalisation de la guerre me paraît fondamentale. Il faut abolir la guerre, éliminer cet acte criminel.

Fidel Castro Ruz. Qui juge les principaux criminels ?

Michel Chossudovsky. Le hic, c'est qu'ils contrôlent aussi les cours de justice, et les juges sont aussi des criminels. Que pouvons-nous faire ?

Fidel Castro Ruz. Je dis que ça fait partie de la bataille d'idées.

Et maintenant, il faut exiger que le monde ne soit pas conduit à une catastrophe nucléaire ; maintenant, il s'agit de préserver la vie. Je ne sais, mais je suppose que si les gens prennent conscience que leur propre existence, celle de leur peuple, celle de leurs être les plus chers, jusqu'aux chefs militaires des USA changeraient d'avis, même s'ils ont été formés dans leurs écoles à obéir à des ordres, bien souvent génocidaires, comme cet emploi d'armes nucléaires tactiques ou stratégiques...

Comme tout ceci est insensé, aucun politique n'est exonéré du devoir de faire connaître ces vérités à la population. Il faut y croire ; sans ça, il n'y aurait rien pour quoi se battre.

Michel Chossudovsky. Je crois que ce que vous dites, c'est que, au moment actuel, le grand débat historique de l'humanité est le danger d'une guerre nucléaire qui menace son avenir et que tout débat sur les besoins essentiels ou sur l'économie exige qu'on évite la guerre et qu'on instaure la paix mondiale afin qu'il soit possible de planifier le niveau de vie à l'échelle mondiale à partir des besoins de base. Et que si nous ne solutionnons pas la question de la guerre, le capitalisme ne pourra pas non plus survivre. Est-ce bien ça ?

Fidel Castro Ruz. Non, compte tenu des analyses que nous avons faites, il ne pourra pas survivre. Le système capitaliste et l'économie de marché qui lui donne vie ne vont pas disparaître du jour au lendemain, mais l'impérialisme fondé sur la force, sur les armes nucléaires et classiques à technologie de pointe doit disparaître si nous voulons que l'humanité survive. Tenez, voyez ce qu'il passe aujourd'hui et qui prouve l'énorme désinformation dont le monde est victime : la nouvelle que les trente-trois mineurs chiliens attrapés à sept cents mètres de profondeur ont été sauvés a plongé le monde dans une jubilation énorme. Je me demande : que fera le monde s'il prend conscience qu'il y a 6 877 596 300 personnes à sauver ? Si trente-trois ont provoqué une telle allégresse universelle et si les médias du monde entier ne parlent que de ça ces jours-ci, pourquoi ne sauve-t-on pas les presque sept milliards de personnes attrapés par le terrible péril de disparaître et de souffrir une mort aussi horrible qu'à Hiroshima et à Nagasaki ?

Michel Chossudovsky. Vous entrez là dans la couverture médiatique que l'on fait de différents événements et de la propagande qui en émane.

Je pense que les Chiliens ont mené une opération humanitaire fantastique. Mais si une menace comme celle que vous dites pèse sur l'humanité, alors, elle devrait faire la une de tous les journaux du monde, parce que la victime est l'ensemble de l'humanité qui pourrait souffrir les conséquences d'une décision prise par un simple général à trois étoiles. Oui, c'est un fait que les médias, surtout occidentaux, cachent la question la plus grave qui concerne potentiellement le monde entier, à savoir le danger d'une guerre nucléaire que nous devons, hélas, prendre au sérieux parce qu'Obama aussi bien qu'Hillary Clinton ont dit qu'ils avaient l'idée d'employer l'arme nucléaire dans une guerre dite préventive contre l'Iran.

Alors, que répondons-nous ? Que dites-vous à Hillary Clinton et à Barack Obama au sujet du recours unilatéral éventuel à l'arme nucléaire contre l'Iran, un pays qui ne représente aucun danger pour personne ?

Fidel Castro Ruz. Je sais deux choses. Ce qui a été discuté, ce qui a été révélé ces jours-ci, les fortes discussions au sein du Conseil de sécurité nationale des USA. C'est toute la valeur du livre de Woodward qui révèle comment se sont déroulées ces discussions. On connaît la position de Biden, d'Hillary, d'Obama... En tout cas, celui qui s'est montré le plus résolu contre l'extension de la guerre, qui a discuté avec les militaires, c'est Obama. C'est un fait, et j'en ai parlé dans mes dernières Réflexions. Le seul à lui avoir donné un conseil, quelqu'un qui avait été son adversaire en tant que républicain, c'est Colin Powell, qui lui a rappelé que le président des États-Unis, c'était lui. Un conseil encourageant.

Je crois qu'il faut leur faire parvenir à tous ce message dont nous avons parlé : je crois que beaucoup lisent sur *Global Research* les articles que vous publiez. Je crois qu'il faut les divulguer. Et, compte tenu de nos conversations, je me réjouis à l'idée de les faire connaître, et de faire connaître vos arguments, vos raisonnements, car il existe à mon avis un énorme déficit d'information pour les motifs que vous avez expliqués.

Nous, il faut que nous inventions. Quelles seraient les meilleures manières de faire connaître tout ça. À leur époque, les apôtres n'étaient que douze et ils ont entrepris de divulguer les enseignements qu'un prédicateur leur avait transmis. Bien entendu, ils avaient des centaines d'années devant eux ; nous, en revanche, nous ne les avons pas. J'ai consulté la liste des plus de vingt personnalités qui collaborent à *Global Research*, des gens prestigieux, assurément, qui soulèvent les mêmes points, mais elles ne disposent pas de centaines d'années. Non, le temps est vraiment très court.

Michel Chossudovsky. Le mouvement contre la guerre aux USA, au Canada et en Europe est très divisé. Certains pensent que la menace vient d'Iran, que ce sont des terroristes ; il y a beaucoup de désinformation au sein du mouvement antibelliciste. Même au Forum social mondial, ce problème de la guerre nucléaire ne fait pas partie des débats chez les gens de gauche, les progressistes. Durant la Guerre froide, on en parlait et les gens en étaient conscients.

À la dernière réunion des Nations Unies sur la non-prolifération, l'accent a été mis sur la menace nucléaire provenant non des États, mais des terroristes. Le président Obama disait que la menace vient d'Al Qaeda qui possède l'arme nucléaire. Si vous lisez les discours d'Obama, vous verrez qu'il insinue que les terroristes sont capables de fabriquer de petites bombes nucléaires, ce qu'ils appellent une bombe sale... Bref, l'accent est absolument modifié.

Fidel Castro Ruz. C'est ce qu'on lui dit, c'est ce que veulent lui faire croire les gens qui l'entourent.

Tenez, qu'est-ce que je fais de mes Réflexions ? Je les distribue aux Nations Unies, je les envoie à tous les gouvernements, celles qui sont courtes, bien entendu, et je sais que beaucoup de gens les lisent. La question est de savoir si vous dites la vérité ou non. Bien entendu, quand vous réunissez toute cette information sur un problème plus concret, ça a plus d'impact. Parce

que les Réflexions abordent plusieurs problèmes, et ça se dilue. Je crois que, de mon côté, je dois me concentrer davantage sur les choses essentielles, parce que vous ne pouvez pas tout aborder.

Michel Chossudovsky. J'aimerais vous poser une question, parce qu'il y a une question fondamentale relative à l'histoire de la Révolution cubaine. J'estime que ce débat sur l'avenir de l'humanité fait aussi partie du discours révolutionnaire. Si la société dans son ensemble est menacée par une guerre nucléaire, alors il faut provoquer une révolution de la pensée et des actions pour pouvoir contrer cette menace.

Fidel Castro Ruz. Il faut dire, je le répète, que l'humanité est à huit cents mètres de profondeur et qu'il faut la tirer de là. Qu'il faut faire une sorte d'opération de sauvetage. Voilà le message que nous devons transmettre à beaucoup de gens. Si beaucoup de gens le pensent, alors ils vont faire ce que vous faites et vont appuyer les mêmes causes que vous, et ça ne dépendra plus seulement de ceux qui le disent.

Il faut inventer la manière de toucher les masses les plus conscientes. La solution, ce ne sont pas les journaux. Internet existe, il est plus économique, il est plus accessible. Tenez, je vous ai découvert sur Internet en cherchant des nouvelles, pas à travers les agences de presse, les organes de presse ou CNN, mais à travers un bulletin que je reçois tous les jours contenant des articles publiés sur Internet. Plus de cent pages tous les jours.

Hier, vous disiez qu'aux USA, il y a quelque temps, les deux tiers de l'opinion publique étaient contre la guerre en Iran, et que maintenant la moitié et quelque était en faveur d'actions militaires contre ce pays

Michel Chossudovsky. Ce qu'il s'est passé ces derniers mois, c'est qu'on a dit : « Oui, c'est vrai, la guerre nucléaire est très dangereuse, c'est un danger, mais la menace vient d'Iran. » On a vu des affiches à New York qui disaient : « Dis non à un Iran nucléaire ! » Autrement dit, ces affiches présentaient l'Iran comme une menace à la sécurité du monde, alors que ce pays ne possède même pas l'arme nucléaire ! Voilà où nous en sommes. *The New York Times* a même publié en début de semaine un article où il est dit que les assassinats politiques sont légaux.

Alors, quand vous avez une presse qui vous présente des choses de ce genre, avec le tirage qu'elle a, vous avez fort à faire pour lutter contre. Nous n'avons pas la possibilité d'inverser ce processus à travers les médias alternatifs. D'autant qu'une bonne partie de ces médias alternatifs sont financés maintenant par le pouvoir économique.

Fidel Castro Ruz. N'empêche qu'il faut se battre !

Michel Chossudovsky. Absolument. Le message que vous avez fait hier, c'est qu'en cas de guerre nucléaire le dommage collatéral serait tout bonnement l'humanité.

Fidel Castro Ruz. Oui, l'humanité, la vie de l'humanité.

Michel Chossudovsky. C'est vrai qu'Internet doit continuer de fonctionner comme un instrument de divulgation pour que cette guerre n'éclate pas.

Fidel Castro Ruz. C'est la seule manière de l'empêcher, si nous croyons en l'opinion mondiale.

C'est comme l'exemple que je vous ai donné : il y a presque sept milliards de personnes coincées à huit cent mètres de profondeur. Nous devons utiliser la comparaison avec le Chili pour divulguer ces vérités.

Michel Chossudovsky. J'aime la comparaison que vous faites entre le sauvetage des trente-trois mineurs chiliens, qui ont eu droit à une couverture médiatique colossale, et le sauvetage de presque sept milliards de personnes coincées à huit cents mètres sous terre, dont aucun média ne parle et qui ne comprennent pas ce qu'il se passe, mais qu'il faut sauver, parce que l'ensemble de l'humanité est menacée par les armes nucléaires des USA et de leurs alliés qui vont jusqu'à dire qu'ils sont prêts à y recourir...

Fidel Castro Ruz. Et ils vont y recourir s'il n'y a pas d'opposition, de résistance. Ils se trompent, ils sont drogués par leur supériorité militaire et la technologie moderne, et ils ne savent pas ce qu'ils font. Ils n'en comprennent pas les conséquences, ils croient que tout ça peut se maintenir. C'est impossible.

Michel Chossudovsky. Ou alors ils pensent que c'est une arme classique quelconque.

Fidel Castro Ruz. Oui, ils se trompent eux-mêmes et ils pensent qu'on peut continuer d'employer cette arme. Ils se trompent d'époque, ils ne se rappellent pas ce que disait Einstein, qu'il ne savait pas avec quelles armes on lutterait dans la troisième guerre mondiale, mais que dans la quatrième, ce serait avec des bâtons et des pierres. Et moi, j'ai juste ajouté : « sauf qu'il n'y aura plus personne pour manier les bâtons et les pierres ». C'est la réalité. Je l'ai écrit dans le bref discours que vous m'avez suggéré d'écrire.

Michel Chossudovsky. Le problème que je vois, c'est que le recours à l'arme nucléaire ne va pas forcément conduire à la fin de l'humanité du jour au lendemain, parce que les retombées radioactives sont un phénomène graduel.

Fidel Castro Ruz. Redites ça, je vous prie.

Michel Chossudovsky. L'arme nucléaire a plusieurs conséquences : 1) l'explosion et la destruction sur le théâtre d'opération, ce qui s'est passé à Hiroshima ; 2) la radioactivité qui s'étend graduellement. .

Fidel Castro Ruz. Oui, l'hiver nucléaire, pour ainsi dire. Le prestigieux chercheur étasunien, Alan Robock, professeur émérite à l'Université Rutgers, de New Jersey, a démontré d'une manière irréfutable qu'une guerre entre deux des huit puissances nucléaires possédant le moins d'armes nucléaires provoquerait un « hiver nucléaire ».

Il a fait cette découverte à la tête d'un groupe de chercheurs qui ont utilisé des modèles informatique ultra-scientifiques.

Il suffirait de l'éclatement de cent armes nucléaires stratégiques – sur les 25 000 que possèdent les huit puissances mentionnées – pour provoquer des températures inférieures à zéro sur toute la planète et une longue nuit qui durerait environ huit ans. C'est quelque chose de si terrible, estime Robock, que les gens tombent dans un « état de déni, qu'ils ne veulent pas penser à ça, qu'ils préfèrent simuler que ça n'existe pas ». Il me l'a dit personnellement, au cours d'une conférence internationale qu'il a prononcée et où j'ai eu l'honneur de converser avec lui.

Mais je pars de la thèse suivante : si une guerre éclate en Iran, elle deviendra forcément une guerre nucléaire mondiale. C'est pour ça que je disais hier qu'il n'avait pas été correct de permettre cette résolution au Conseil de sécurité, parce que ça a tout facilité, vous vous rendez compte ?

Une guerre de ce genre aujourd'hui en Iran ne peut être locale, parce que les Iraniens ne vont pas plier devant la force. Si la guerre se maintient comme guerre classique, les États-Unis et l'Europe ne peuvent pas la gagner, et je soutiens qu'elle deviendra vite nucléaire. Si les USA commettent l'erreur de recourir aux armes nucléaires tactiques, une grande commotion se produirait dans le monde et le contrôle des événements leur échapperait.

Si Obama a dû discuter si dur avec le Pentagone de ce qu'il fallait faire en Afghanistan, imaginez alors sa situation avec les soldats étasuniens et israéliens se battant contre des millions de combattants iraniens... Les Saoudiens ne vont pas se battre en Iran, ni les Pakistanais ni d'autres soldats arabes ou musulmans. Et il se peut que les Yankees aient de sérieux conflits avec les tribus pakistanaises qu'ils attaquent et tuent avec leurs drones, et ils le savent. Quand ils lancent des drones contre elles, ils attaquent d'abord et ils avertissent ensuite le gouvernement, pas avant, et c'est une des choses qui irritent le plus les Pakistanais. Il y a là-bas de forts sentiments anti-étasuniens.

Ils se trompent s'ils croient que les Iraniens se rendront s'ils emploient contre eux les armes nucléaires tactiques, et le monde serait vraiment bouleversé quand il sera peut-être trop tard.

Michel Chossudovsky. Ils ne peuvent pas gagner une guerre classique.

Fidel Castro Ruz. Non, ils ne peuvent pas.

Michel Chossudovsky. On l'a déjà vu en Iraq, et en Afghanistan, ils peuvent détruire le pays, mais ils ne peuvent pas le gagner d'un point de vue militaire.

Fidel Castro Ruz. Mais le détruire à quel prix ! À quel prix pour le monde ! À quel coût économique ! Ce serait la marche à la catastrophe. Les problèmes que vous avez signalés s'aggravent, et même le peuple étasunien réagirait. Parce que le peuple étasunien, même s'il réagit bien souvent en retard, finit par le faire, et il le ferait devant les pertes, les morts...

Bien des gens appuyaient l'administration Nixon lors de la guerre du Vietnam. Nixon avait même suggéré à Kissinger d'employer l'arme nucléaire contre ce pays, et Kissinger l'a convaincu de ne pas faire ce pas criminel. Les USA ont été contraints de mettre fin à la guerre par le peuple étasunien, ils ont été contraints de négocier et d'abandonner le Sud. L'Iran devrait renoncer au pétrole de la zone. Qu'est-ce que les USA ont abandonné en partant du Vietnam. Des dépenses. Et vous les voyez maintenant de nouveau au Vietnam, achetant du pétrole, faisant des affaires... De nombreuses vies se perdraient en Iran, et les installations pétrolières seraient peut-être détruites dans une grande partie de la région.

Dans la situation actuelle, il est très probable qu'ils ne comprennent pas notre message. Si la guerre éclate, je suis convaincu que ni eux-mêmes ni le monde n'y gagneront. Si elle restait une guerre conventionnelle, ce qui est très peu probable, ils la perdraient irrémédiablement ; et si elle devenait nucléaire, c'est toute l'humanité qui la perdrait.

Michel Chossudovsky. L'Iran a des forces classiques tout à fait significatives.

Fidel Castro Ruz. Des millions d'hommes.

Michel Chossudovsky. Des forces terrestres, mais aussi des missiles et des possibilités de se défendre.

Fidel Castro Ruz. Tant qu'il restera un homme avec un fusil, c'est un ennemi qu'ils devront vaincre...

Michel Chossudovsky. Et il y a des millions de gens avec des fusils. Et plusieurs millions de fusils.

Fidel Castro Ruz. Des millions. Et Washington devrait sacrifier de nombreuses vies étasuniennes, et ce serait alors, hélas, que le peuple réagirait, quand il serait trop tard. Il faut l'écrire, il faut le divulguer dans toute la mesure de nos possibilités. Rappelez-vous que les chrétiens étaient persécutés, enfermés dans les catacombes, assassinés, lancés dans la fosse aux lions, qu'ils ont refusé pendant des siècles de renier leur foi, et que ce sont eux ensuite qui ont fait pareil aux musulmans sans jamais parvenir à les faire plier.

Il existe de nos jours une guerre réelle contre les musulmans. Comment peut-on oublier ainsi les leçons de l'Histoire ? J'ai lu beaucoup d'articles de vous sur les dangers de cette guerre.

Michel Chossudovsky. Revenons à l'Iran. Ce que je crois très important, c'est que l'opinion mondiale comprenne le scénario de la guerre. Vous dites clairement que les USA perdront la guerre classique, comme ils sont en train de la perdre en Iraq et en Afghanistan, parce que l'Iran dispose de bien plus de forces classiques que l'OTAN.

Fidel Castro Ruz. Bien plus expérimentées et motivées. Les USA sont actuellement en guerre en Afghanistan et en Iraq, mais il y a une troisième guerre qu'ils ne mentionnent pas : les Pakistanais appartenant à la même ethnie que celle qui résiste en Afghanistan, et qu'ils considèrent perdue, comme on peut le constater par les discussions à la Maison-Blanche, selon les révélations du livre de Woodward, *Les guerres d'Obama*. Imaginez alors un peu qu'on y ajoute la guerre qu'ils devront livrer en Iran pour liquider ce qui restera après les premières frappes !

Donc, les USA se retrouveront soit dans une situation de guerre classique qu'ils ne peuvent pas gagner, soit contraints à une guerre nucléaire mondiale, dans des conditions qui provoqueraient une terrible commotion dans le monde. Je ne sais vraiment pas qui pourrait justifier le genre de guerre qu'ils doivent faire. Ils ont comptabilisé quatre cent cinquante objectifs à détruire en Iran, dont certains par des ogives nucléaires tactiques à cause de leur emplacement dans les montagnes ou de la profondeur où ils se trouvent. Bien des personnels russes et d'autres nationalités qui collaborent avec les Iraniens périraient.

Comment réagirait l'opinion mondiale face à cette frappe que les médias ont stimulée d'une manière tout à fait irresponsable avec le soutien de nombreux Étasuniens ?

Michel Chossudovsky. Par ailleurs, l'Iran, l'Iraq, l'Afghanistan sont tous des pays voisins. L'Iran a des frontières avec l'Afghanistan et avec l'Iraq, tandis que les USA et l'OTAN ont des installations militaires dans les pays qu'ils occupent. Que va-t-il se passer ? Les troupes iraniennes franchiront les frontières aussitôt, je présume...

Fidel Castro Ruz. Je ne sais pas quelle tactique suivra l'Iran. Mais si j'étais eux, je ne concentrerai pas mes troupes, parce qu'elles seraient alors victimes plus faciles de l'attaque aux armes nucléaires tactiques. Compte tenu de cette menace, le mieux serait que l'Iran utilise une tactique pareille à celle que nous avons employée dans le Sud de l'Angola quand nous avons soupçonné que l'Afrique du Sud disposait d'armes nucléaires : nous avons créé des groupes tactiques de mille combattants dotés d'une puissance de feu terrestre et antiaérienne. Ainsi, les armes nucléaires n'auraient jamais pu frapper des concentrations de soldats. Et les missiles à réaction et d'autres armes similaires appuyaient nos forces. Les armes et le terrain changent, et les tactiques doivent changer constamment.

Michel Chossudovsky. Des troupes dispersées, donc.

Fidel Castro Ruz. Dispersées, mais pas des hommes isolés. Un millier d'hommes dotés des armes adéquates, sur un terrain sablonneux : dès qu'ils arrivaient quelque part, ils devaient creuser et se protéger sous terre, en gardant toujours la plus grande distance entre les composants. Nous n'avons jamais offert à l'ennemi l'occasion de frapper un coup décisif sur les 60 000 soldats cubains et angolais dans le sud du pays.

Ce que nous avons fait dans ce pays frère, c'est ce qu'une armée de cent mille hommes aurait fait selon des critères traditionnels. Nous n'étions pas cent mille dans le Sud angolais, mais 60 000 entre Cubains et Angolais. Compte tenu des exigences techniques, les groupes tactiques étaient constitués principalement de Cubains, parce qu'ils conduisaient les chars, maniaient les missiles, la DCA, les communications, mais l'infanterie, elle, était formée de soldats cubains et angolais, dotés d'un grand esprit de lutte, qui n'ont pas hésité un instant à faire face à l'armée blanche de l'apartheid appuyée par les USA et Israël. Qui manipulait les nombreuses armes nucléaires existant alors ?

En Iran, des nouvelles révèlent que les gens creusent des trous, et quand on le leur demande, ils répondent qu'ils font des cimetières pour enterrer les envahisseurs. Je ne sais pas si c'est de l'ironie, mais je crois qu'ils doivent vraiment creuser beaucoup pour protéger leurs forces de l'attaque dont on les menace.

Michel Chossudovsky. Mais l'Iran peut mobiliser plusieurs millions de combattants.

Fidel Castro Ruz. Ce ne sont pas seulement les troupes qui sont décisives, mais aussi les postes de commandement. À mon avis, la déconcentration est très importante. Les attaquants s'efforceront d'empêcher la transmission des ordres. Chaque unité de combat doit savoir d'avance ce qu'elle doit faire en toutes circonstances. L'attaquant s'efforcera de frapper et de désarticuler la chaîne de commandement par ses armes radioélectroniques. Il faut tenir compte de tous ces facteurs. L'homme n'a jamais connu une telle expérience.

En tout cas, l'Afghanistan et l'Iraq sont des bagatelles comparées à ce qu'ils vont trouver en Iran : l'armement, l'entraînement, la mentalité, le type de soldat... Si, voilà trente et un ans, les soldats iraniens nettoyaient les champs de mines en marchant dessus, ils seront sans aucun doute les adversaires les plus redoutables auxquels se heurteront les États-Uniens.

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca),

Le 14 novembre 2010

traduction de l'espagnol par Cuba Debate.

Articles de Fidel Castro Ruz publiés par Mondialisation.ca

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=21915>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19